



TRIBUNE

Socialiste unifié

Hebdomadaire du parti

N° 79

9 DÉCEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF



(Elie KAGAN)

Le temps des assassins

LES voici qui découvrent la gangrène. Ce fut le dimanche des indignations républicaines et de la vigilance civique. Il fallait le plastic sous leurs fenêtres, le racket contre le négoce marseillais et Dides hurlant à la mort en plein Paris.

« Voici venir le temps des assassins », prophétise, superbe, M. de la Malène de Debré.

Et Maurice Audin, ce n'était pas « le temps des assassins » ?

Et Ould Aoudia ?

Et Boumendjel ?

Et Camille Blanc ?

Et tant d'autres, Français ou Algériens, tombés sous la « loi » de la politique Lacoste, de la politique du 13 mai ?

Ah ! comme cela en effet nous concernait et n'était pas seulement affaire de morale et de bons sentiments ! Comme nous avions raison d'avertir que le lâche abandon de 58 ne faisait que reculer l'épreuve de l'inévitable affrontement.

Sur le terrain corrompu de la terreur policière gagne aujourd'hui la gangrène de la guerre civile, dont ne protégeront pas les « commissions d'enquête » du silence et de l'impunité. Que les républicains et les travailleurs se rassurent, à voir tous ceux qui s'offrent pour la bataille de la liberté : le M.R.P. avec ses ministres gaullistes, M. Maurice Faure, ministre capitulaire de l'Intérieur en mai 58 et les chefs du parti Max Lejeune, du colloque de Vincennes.

Et tant de centurions, prêts à troquer leur guerre perdue en Algérie pour une guerre civile.

Et cette police si dispendieuse et proliférante, toujours avide d'en découdre avec le peuple des bidonvilles ou des faubourgs, si chevaleresque avec les rebelles ultras de la Santé qui manifestent impunément durant sept heures.

Et ce pouvoir qui laisse Bidault pérorer à deux pas de l'Élysée et l'état-major de la guerre civile inspecter son dispositif aux quatre coins de la France.

CELA se règlera entre les deux France, celle qui s'accroche à sa guerre d'Algérie pour ne pas mourir, et la nôtre, celle qui veut vivre en paix, débarrassée du fardeau colonialiste, maîtresse des richesses de son travail et de son avenir, en amitié avec les autres peuples.

Le délabrement du pouvoir doit stimuler notre initiative et notre volonté. Il rend éclatante la nécessité pour le peuple de prendre en mains ses affaires et d'abord la défense de la paix civile, prélude à la contre-offensive des forces démocratiques et socialistes.

Notre effort ininterrompu depuis des années, pour l'organisation de l'action antifasciste, doit aboutir à une campagne d'agitation permanente. Nos initiatives du mois dernier, le retentissement des manifestations des 1er et 18 novembre ont déterminé le mouvement actuel. Dès cette semaine, dans toute une série de villes et de départements, des manifestations de rues se déroulent à l'appel

de l'ensemble des syndicats et des organisations locales ou départementales du P.S.U., du P.C.F., de la S.F.I.O. Ainsi prend corps, dans l'action, le rassemblement du Front Socialiste, seule base sérieuse à une solution de remplacement, seule garantie que la gangrène fasciste sera vaincue sans rémission. Par ces coups de boutoir incessants, nous rendons possible, à bref délai, une initiative nationale pour une action massive, générale, des forces démocratiques et socialistes, initiative qui reste l'objectif de toute la tactique du Parti depuis plusieurs semaines.

MAIS l'action de masse exige maintenant des points d'appui techniques : le souci d'une infrastructure d'autodéfense que nous avions exprimé voici trois mois est celui aujourd'hui de tout le camp antifasciste. Les syndicats s'y préparent et débattent des suggestions présentées dans France-Observateur de la semaine dernière par Gilles Martinet. Plus de 500 personnes, représentant surtout les comités de vigilance antifasciste universitaires de la Région Parisienne, ont dans le même esprit, décidé lundi dernier la constitution d'une Ligue pour le Rassemblement antifasciste. Après les maires du Vaucluse, ceux du bassin de Briey forment leur comité de vigilance. Le mouvement s'élargit et doit devenir irrésistible. Les mesures prises par nos fédérations pour organiser nos militants et sympathisants en groupes d'autodéfense peuvent fournir les noyaux de ce réseau de la résistance active aux terroristes. La levée populaire organisée fera reculer la grande peur de l'O.A.S.

Jean Poperen

Une interview d'Edouard Depreux sur la déstalinisation

Notre camarade Edouard Depreux a été interviewé sur la déstalinisation et ses conséquences, ainsi que sur les polémiques entre les P.C. italien et français, par le journal italien *Il Paese*. Voici le texte de cette brève interview :

Il est aujourd'hui de notoriété publique que les P.C. italien et français n'ont pas réagi de la même manière à la suite des décisions du 22^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et des révélations faites par Khrouchtchev sur la période stalinienne.

Il est certain qu'aux yeux du P.S.U. et à mes yeux, le débat ouvert au sein du P.C. italien ouvre de plus intéressantes perspectives aux socialistes qui ne regrettent pas d'avoir été antistaliniens et n'ont jamais renoncé à la grande espérance d'unité ouvrière.

Le Mouvement ouvrier international ne peut éluder une large discussion sur les points suivants :

1°) Pourquoi le léninisme n'a-t-il pas empêché un débouché sur le stalinisme ?

2°) Peut-on maintenir la démocratie à l'intérieur du Parti unique maître du pouvoir, si on la refuse aux adversaires ?

3°) Les conceptions de Rosa Luxembourg sur le caractère de la dictature du prolétariat n'ont-elles pas été confirmées par les événements ?

4°) L'absence de direction collégiale et le culte de la personnalité sont-ils seuls responsables des fautes et des crimes reprochés à Staline par Khrouchtchev ?

5°) Comment expliquer qu'à la même minute tous les membres de certains P.C. tiennent sur Staline, à la suite des déclarations de Khrouchtchev des propos opposés à ceux qu'ils tenaient la veille encore ?

6°) S'il y a plusieurs voies vers le socialisme, quels doivent être les rapports des différents P.C. avec celui de l'U.R.S.S.

1er décembre 1961.

TRIBUNE SOCIALISTE

offre à ses lecteurs la primeur
d'un ouvrage sensationnel : les

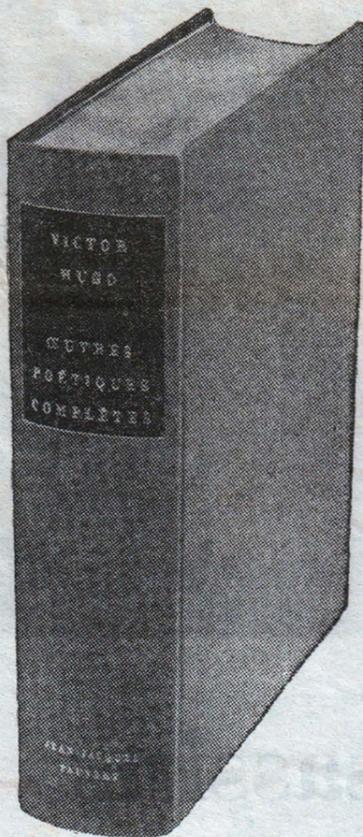
ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de VICTOR HUGO en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel), ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'Automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des Siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume, dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, vient d'être salué à la Foire du Livre, à Francfort, comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages, format 21-27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent *immédiatement*, 71, rue des Saints-Pères, Paris (VI^e), le bon de commande ci-dessous :



Jusqu'au 15 décembre
**CONDITIONS
EXCEPTIONNELLES
POUR NOS LECTEURS**

FRANCE METROPOLITAINE
13,50 NF par mois (10 vers.)
ou **120 NF COMPTANT**
(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile
Transport et emballage gratuits

Rien à payer d'avance

BON à adresser à TRIBUNE SOCIALISTE,
(Service Littéraire) 71, rue des Saints-Pères, Paris-6^e

Veuillez m'adresser les Œuvres Poétiques complètes de Victor Hugo
Je réglerai en 1 3 10 versements

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire signature :

Soixante-six professeurs à la Faculté des Sciences de Paris dénoncent les expériences nucléaires

Soixante-six professeurs à la Faculté des Sciences de Paris ont adopté une résolution au sujet des explosions nucléaires qui ont eu lieu récemment en Union Soviétique. Voici le texte intégral de cette résolution et la liste des signataires :

Les Universitaires français soussignés, Professeurs à la Faculté des Sciences de Paris, ont été parmi les premiers à protester lorsque le gouvernement français a pris la décision de développer et d'expérimenter un armement nucléaire pendant la période de trêve que s'étaient imposées les Américains, les Russes et les Anglais. Il y a quelques semaines, le gouvernement soviétique a dénoncé cette trêve et a fait procéder à une série d'explosions nucléaires dont le couronnement a été l'explosion d'une bombe de 50 mégatonnes. La reprise des expériences russes a entraîné déjà celle des expériences américaines. Quelles que soient les raisons invoquées pour les justifier, ces expériences vont déclencher la course vers la réalisation d'engins de plus en plus monstrueux. Les calculs indiquent qu'une bombe de 500 mégatonnes peut être construite et que sa déflagration est susceptible d'anéantir une aire égale à la superficie de l'Etat du Texas. Il n'y a pas de limite au pouvoir de destruction humain. Après plus de deux années d'accalmie, la reprise des expériences nucléaires risque d'engager ainsi le processus qui peut conduire à brève échéance à la destruction de la civilisation humaine, voire à l'extinction de toute vie sur le globe terrestre.

En rappelant leur opposition à la poursuite des expériences françaises, les soussignés tiennent à exprimer leurs regrets et leurs inquiétudes devant l'initiative de l'U.R.S.S. Ils demandent au Président Khrouchtchev de ne pas persévérer dans une voie qui risque de conduire à une compétition redoutable. Ils s'adressent aux responsables de toutes les puissances nucléaires pour leur demander de reprendre et d'intensifier les efforts destinés à aboutir à un accord définitif sur la cessation contrôlée des explosions nucléaires, première étape d'un désarmement général souhaité par tous les peuples.

LISTE DES SIGNATAIRES

Abeles ; Acher ; Allard ; Amiel ; Auboin ; Baudoin ; Beaumont ; Benoist-Gueutal ; Bertein ; Berthelot ; Blamont ; Boureau ; Buvat ; Cartan ; Castaing ; Chabbal ; Chapelle ; Chevalley ; Cotte ; Mlle Cousin ; Cuvillier ; Devillers ; Dismier ; Dodé ; Eichhorn ; d'Espagnat ; Françon ; Freymann ; Genève ; Germain ; Glangeaud ; Guinier ; Haissinsky ; Heller ; Jean ; Jung ; Kastler ; Kirrman ; Laugier ; Le Corre ; Lennuier ; Lévy ; L'Héritier ; Lwoff ; Magat ; Mangenot ; Mathieu ; Maurain ; Michel Louis ; Monod ; Moysse ; Plantefol ; Mlle Quintin ; Rizet ; Rouault ; Routhier ; Salem ; Schatzman ; Schwartz ; Stolkowski ; Teillac ; Teissier ; Thellier ; Thomas ; Tonnelat ; Wiemann.

Le Colloque sur la planification démocratique aura lieu début février

Il y a 6 mois déjà, la direction du parti prenait contact avec des syndicalistes, des économistes, des techniciens afin de préparer un colloque national sur la planification démocratique. Au même moment d'autres groupes se préoccupaient du même problème.

Pierre Le Brun et Eugène Descamps ont pris contact avec les uns et avec les autres et sous leur impulsion un comité d'initiative unique s'est organisé.

Ce comité comprend des syndicalistes (C.G.T., C.F.T.C., F.E.N.) des politiques (Armengaud, Pierre Mendès France, Gazier, Delfosse et nos camarades Henri Longeot et Serge Mallet qui représentent le P.S.U.), des professeurs d'économie politique (André Philip, Bartoli, Maurice Duverger, Léo Hamon, Capitant, Beauchet, Hauriou, Byé), Georges Suffert qui représente le club Jean-Moulin et Debatisse, au nom du C.N.J.A. Force Ouvrière et l'U.N.E.F. n'ont pas cru, pour des raisons internes, pouvoir signer l'appel, mais auront probablement des participants aux travaux du Colloque.

Le comité d'initiative, après avoir adopté le rapport d'introduction de Beauchet, a créé 4 groupes de travail chargés de préparer les débats du colloque sur les 4 problèmes mis à l'ordre du jour :

- Les aspects politiques et institutionnels ;
- La participation des groupes et le contenu social ;
- Le contrôle des moyens de production et de financement ;
- Structure agricole et planification.

Quels que soient les résultats de ce colloque, ce large travail de confrontation sur l'un des problèmes les plus importants qu'un gouvernement de « transition » aura à aborder sera positif et permettra de préparer le programme du futur Front Socialiste.

RONEOS D'OCCASION

Disponibles : Ronéos GESTETNER, entièrement révisées.

- 1 ronéo à 280 NF.
- 4 ronéos électriques sur stand à 550 NF l'exemplaire.

● S'adresser à TRIBUNE SOCIALISTE,

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. 2856-65 PARIS

TEXTE DE L'APPEL

Syndicalistes, universitaires, hommes politiques, nous sommes partisans d'une planification démocratique de l'économie nationale. De ce point de vue même, nous faisons un certain nombre de critiques, de caractère parfois fondamental, à la planification telle qu'elle est actuellement pratiquée en France. Nous avons décidé d'organiser prochainement à Paris un colloque en vue d'approfondir et de promouvoir notre option en faveur d'une planification démocratique.

● Signataires : Armengaud, Bartoli, Beauchet, Byé, Capitant, Delfosse, Descamps, Duverger, Debatisse, Gazier, Hamon, Hauriou, Lebrun, Longeot, Martial, Mendès France, Mallet, Philip, Suffert, Tron, Weret.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)

SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Pte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Les reproches des syndicalistes algériens à la gauche française

L'EXPRESS vient de publier un reportage de Jean Cau dans lequel ce dernier rapporte les propos de syndicalistes de l'U. G. T. A. qui ne sont pas tendres pour la gauche française, ses organisations politiques et syndicales. Selon le talentueux rédacteur de L'EXPRESS, ce reportage est « un énorme pavé » jeté dans la mare. Sans vouloir rechercher le sensationnel, voyons ce qu'il en est. Alors que l'U. G. T. A. a envoyé un message de sympathie au 1^{er} Congrès du P. S. U. tenu à Clichy, alors que la guerre d'Algérie est entrée dans sa huitième année, les déclarations de ces camarades algériens méritent toute notre attention.

Sans examiner les critiques adressées au P. C. et à la C. G. T., L'HUMANITE a prétendu qu'il s'agissait pour L'EXPRESS « de dresser les uns contre les autres les travailleurs français et les travailleurs algériens ». Ce serait évidemment une mauvaise besogne, mais il est trop simple d'exalter la fraternité franco-algérienne sans voir ce qu'il en est réellement. Il est trop simple de nier les difficultés, les insuffisances et même les trahisons qui ont marqué le combat anti-colonialiste de la gauche française. La guerre qui continue nous rappelle à plus de modestie. D'autre part, la solidarité internationale des travailleurs ne souffre pas les malentendus. Notre Parti qui s'est constitué en réaction contre les faiblesses et les erreurs de la gauche traditionnelle se doit d'avoir ce courage, dont parlait Jaurès, qui est de « rechercher la vérité et de la dire ».

Nous examinerons donc les critiques adressées par les syndicalistes algériens, selon L'EXPRESS, aux différents courants de la gauche française.

LES camarades algériens ne sont pas sans reconnaître quelques mérites à la C.G.T. et au Parti Communiste qui, pour eux, ne font qu'un : « Qu'elle (la C.G.T.) ait eu, depuis 1954, des prises de position positives, nous l'accordons. Qu'elle ait parlé très vite et très tôt de l'indépendance de l'Algérie, qu'elle ait affirmé la légitimité et la valeur de notre lutte, nous l'accordons. »

Cependant leur satisfaction s'arrête là : « Mais les actes ? Où sont-ils ? Quand sont-ils venus ?... »

Et les critiques de commencer à pleuvoir : « Accrochée aux bouées de la « légalité », paralysée, car ça arrangeait ses dirigeants, par les fantômes de la « dissolution », la C.G.T. n'a jamais déclenché en notre faveur un mouvement coordonné d'ensemble visant à incarner dans la fraction de la classe ouvrière française dont elle est le défenseur et le guide le sentiment d'une solidarité entière avec nous. »

Qu'attendez-vous pour nous aider ?

Sans doute cette solidarité était-elle difficile à manifester, mais les syndicalistes algériens dénoncent ce qu'ils appellent les « mythes-alibis » et rappellent d'autres combats très difficiles — et plus douteux — menés par la même C.G.T. : « Sollicitée par nous à plusieurs reprises et de manière pressante, la C.G.T. s'est toujours défilée. « Qu'attendez-vous pour nous aider ? » Ils nous répondaient : « Ce qui compte, c'est la lutte de masse que nous menons. » Lorsque nous demandions où était cette lutte et où étaient ces masses et qu'il fut un temps où leurs dirigeants, en tout cas, acceptaient de risquer la prison pour stigmatiser « Ridgway la Peste », ils nous montraient d'un grand geste « le peuple de France » dont ils ne pouvaient pas se séparer. Alors nous leur répondions que le peuple de France était inerte et que c'était aux syndicats, aux attelages de tête, de prendre leurs responsabilités et leurs risques. »

Par ailleurs, les syndicalistes de l'U.G.T.A. reprochent à la C.G.T. de ne pas avoir mené un combat aussi résolu contre la guerre d'Algérie que celui qu'elle avait mené contre la guerre d'Indochine. Ils sont amenés

naturellement à faire la critique du Parti Communiste Algérien (P.C.A.) et celle du Parti Communiste Français :

« Certains membres du P.C.A. venaient nous dire : « Ne bougez pas. La révolution doit d'abord se faire en métropole... » En d'autres termes, c'était à partir de la libération du prolétariat français que l'Algérie, un jour, serait libre. « Attendez que nous soyons libres et vous le serez ensuite. Nous exporterons cette liberté, nous vous la donnerons. Patientez. En attendant, criez avec nous contre le martyr des ROSENBERG, le militarisme allemand et l'installation des bases américaines en France. Laissez les Grands de la classe supérieure, enfants de l'école primaire, faire la révolution sous la coupole de l'Académie de la rue Le Peletier. »

On ne saurait mieux dénoncer le dogmatisme du P.C., sa paralysie provoquée par des considérations de stratégie internationale, son incapacité à comprendre lui aussi le grand drame de la décolonisation.

Les syndicalistes algériens veulent aussi ignorer les « éternels » problèmes de « front commun » qui sont ceux du P.C. Cependant, si ces problèmes tiennent à la nature à la fois sectaire et opportuniste de ce Parti, il n'en est pas moins vrai que les difficultés d'une action commune, et par conséquent efficace, de la gauche française sont profondément ressenties par tous les hommes de gauche de ce pays. On comprend que nos camarades algériens soient moins sensibles à ces difficultés. Cependant ils peuvent faire remarquer qu'en une circonstance au moins, le 27 octobre 1960, alors que le « front commun » était pratiquement réalisé, ce sont les communistes qui se sont efforcés de le torpiller.

Le jugement des Algériens est catégorique sur ce point : « Lorsque l'U.N.E.F. et la F.E.N. lancent un mot d'ordre de manifestation pour le 27 octobre et que la C.G.T. d'une part, refuse en alléguant qu'elle ne peut pas, elle, la C.G.T., laisser à l'U.N.E.F. et à la F.E.N. un rôle moteur d'initiative qui la « déborde » et, d'autre part, accuse, pour comble, la F.E.N. d'avoir des « contacts douteux » — nous refusons carrément de comprendre et, mieux, nous accusons. »

Cette journée — qui vit se dérouler les seules manifestations d'envergure en sept ans de guerre d'Algérie — surcota d'ailleurs quelques remous à la C.G.T. et au P.C. (On sait notamment que Servin et Casanova n'étaient pas d'accord avec Thorez sur le refus de participer à la manifestation centrale de Paris).

Soutien aux messalistes et « Troisième force »

Les syndicalistes de l'U.G.T.A. sont encore plus sévères pour F.O. et pour la S.F.I.O., ainsi que pour le M.S.U.D. dont ils attribuent à tort le patronage « spirituel » à Auguste Lecœur et la direction « pratique » à Guy Mollet. On comprend d'ailleurs qu'ils ne portent pas dans leur cœur le héros du 6 février algérois, ainsi qu'Hervé et Lecœur devenus les hommes à tout faire du national-mollétisme.

Ce que reprochent, en effet, les militants de l'U.G.T.A. aux dirigeants de F.O. et du M.S.U.D., c'est leurs sympathies pour le M.N.A. et son organisation syndicale l'U.S.T.A. Ils présentent ainsi l'admission de l'U.G.T.A. à la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres) : « Pour évoquer un point d'histoire, lorsqu'en 1956 il y eut à proposer la candidature d'une organisation algérienne auprès de la C.I.S.L., Lapeyre et Bothereau soutinrent l'U.S.T.A. (Union Syndicale des Travailleurs Algériens) de tre organisation, l'U.G.T.A. Si la nôtre fut retenue, ce fut malgré F.O. et parce que les dirigeants américains de la C.I.S.L. — et notamment Irving Brown — compriment à temps dans quel piège on voulait les faire tomber. »

Les militants de l'U.G.T.A. évoquent également une initiative peu connue de la S.F.I.O. et qui fut un échec. Il s'agissait bien cette fois de créer une « troisième force » en Algérie même : « Lorsque, après avril, surgit le F.A.D. (Front de l'Algérie Démocratique), qui trouvons-nous derrière ? Guy Mollet et son conseiller ès-révolutions Lecœur et le M.N.A. Que le M.N.A. ne représente rien, que le F.A.D. se soit écroulé et en soit réduit à envoyer quelques adresses piquées dans les fichiers et les classeurs des mairies socialo-mollétistes ne décourage en rien la S.F.I.O. »

Lacoste, ce chef socialiste

Mais c'est avant tout en raison de l'approbation donnée à la guerre d'Algérie par F.O. et la S.F.I.O., pendant une certaine période, que nos camarades algériens s'en prennent à ces organisations : « Enfin, et puisque nous ne séparerons jamais, avant qu'elle ne s'en sépare elle-même, F.O. de la S.F.I.O., nous n'oublierons jamais que la S.F.I.O. a pratiqué la guerre d'Algérie. Nous n'oublierons jamais que la S.F.I.O., qui compte des ouvriers et des fonctionnaires socialistes dans ses rangs, a popularisé cette guerre au lieu de la dénoncer comme une entreprise folle et criminelle. Nous n'oublierons jamais que le chef syndicaliste et socialiste Robert Lacoste a régné en Algérie et que de son règne datent des crimes dont il porte la responsabilité mais dont la honte a dû être endossée par le peuple français. »

En ce qui concerne F.O., les choses furent parfois plus nuancées. C'est ainsi qu'au Comité Confédéral National d'Amiens, d'avril 56, R. Bothereau déclarait à propos de l'Algérie : « On ne peut exclure aucune solution, pas même l'indépendance. » Cette déclaration fit quelque bruit à l'époque, alors que le chauvinisme commençait à gagner la S.F.I.O. et la base de F.O. Cependant, au Congrès de l'automne suivant, deux motions sur l'Algérie s'affrontaient : l'une défendue par la mollétiste Mourgues (secrétaire de la puissante fédération des P et T) était favorable à la « pacification » ; l'autre défendue par Bergeron (actuel secrétaire confédéral) se prononçait pour des négociations avec le F.L.N. Lacoste avait fait envoyer d'Algérie des syndicalistes de choc destinés à impressionner les délégués. Bothereau fit connaître aux auteurs de la motion présentée par Bergeron qu'il était d'accord avec eux mais ne prit pas position publiquement pour ce texte qui fut repoussé.

Un « réservoir de bonnes âmes »

Quant à la C.F.T.C., bien qu'elle se soit éloignée du M.R.P., beaucoup plus que F.O. de la S.F.I.O., ses positions semblent également critiques aux militants de l'U.G.T.A., J. Cau leur prête ces propos assez ironiques : « La C.F.T.C. c'est le réservoir des bonnes âmes et des bonnes volontés. » Ils reprochent à la Centrale de se préoccuper surtout de l'action commune en cas de putsch et rappellent qu'en mai dernier, leur organisation a proposé aux syndicats français un communiqué commun comme en janvier. « Seule, la C.G.T. le signe. F.O. et C.F.T.C. déclarent qu'elles ne peuvent faire leurs conclusions sur le Sahara et les Européens d'Algérie. » Rappelons à ce sujet que le P.S.U. avait reconnu la légitimité des revendications algériennes concernant la souveraineté sur le Sahara — avant que de Gaulle lui-même ne le fasse (au moins en paroles) dans une conférence de presse.

Cependant, ce sont surtout ses réticences dans l'action que les syndicalistes algériens reprochent à la Confédération CFTC : « En juin, immédiatement après l'élection d'un nouveau bureau C.F.T.C. fut expédiée aux U. D. une circulaire confidentielle (nous l'avons eue) déclarant qu'aucune union ne devait être réalisée sur le problème algérien avec la C.G.T. et, plus généralement, qu'aucune position sur ledit problème ne devait être pri-

se sans l'accord de la Confédération. » Ils évoquent aussi le fait que la Confédération n'ait pas soutenu officiellement la manifestation parisienne du 27 octobre 60, bien que ses militants y aient participé (comme ceux de F.O. malgré l'opposition du Bureau confédéral).

Des pétitions mais pas de solidarité

En conclusion, les camarades algériens n'y vont pas par quatre chemins : « Nous avons évalué la solidarité des travailleurs et du peuple français. Nous savons qu'elle n'existe pas en dehors des communiqués, des pétitions et des appels. Nous en prenons acte. Aux syndicats, aux partis, à la gauche française d'être mis le nez sur leur pourrissement. »

Ce jugement pourra paraître sévère aux militants des diverses organisations. Les syndicalistes en particulier remarqueront que l'U.G.T.A. s'est adressée à eux en plusieurs circonstances et qu'elle a malgré tout signé en janvier 61 des déclarations avec les centrales françaises dont elle déplore par ailleurs l'inaction.

Il est vrai que les Algériens ne montrent guère d'enthousiasme sur les conditions dans lesquelles l'accord fut réalisé sur ces textes.

Écoutons-les encore une fois : « A Genève, en janvier 1961, notre U.G.T.A. sollicite de toutes les organisations syndicales une rencontre commune au terme de laquelle sera publié un communiqué commun. Ah ! ce fut un beau cirque lorsque vint l'heure de la signature. La C.F.T.C., F.O. et la F.E.N. refusèrent de signer avec la C.G.T. et l'U.N.E.F. qui, elles, étaient disposées à signer en commun. Résultat : le communiqué fut publié d'une part avec les signatures de l'U.G.T.A. et celles de la C.G.T. et de l'U.N.E.F., d'autre part, avec les signatures de l'U.G.T.A. et de F.O., enfin avec celles de l'U.G.T.A. et de la C.F.T.C. Dans les deux derniers cas (U.G.T.A. + F.O. et U.G.T.A. + C.F.T.C.) certains paragraphes furent même être rognés ! »

La gravité de l'enjeu

Ces faits illustrent naturellement la grande misère de la gauche française paralysée par ses divisions. Cependant il ne s'agit plus seulement de communiqués. Il faut user de tous les moyens propres à développer une pression populaire capable d'imposer la paix.

Le Conseil National de notre Parti a eu raison de proposer « l'organisation dans l'union la plus large possible d'une journée nationale d'action contre le fascisme et le racisme et pour la paix en Algérie. » La manifestation P.S.U. du 1^{er} novembre et la manifestation des jeunes du 18 novembre ont contribué à créer le climat nécessaire.

Cependant nous n'ignorons pas les difficultés qui existent, en particulier sur le plan des organisations syndicales, les rivalités et les méfiances, qui opposent les centrales. Il faut que la C.F.T.C. et F.O. admettent que l'action commune n'est pas seulement nécessaire sur le plan corporatif. Il ne faut pas que la C.G.T. prétende monopoliser la direction du mouvement. Il faut que tous soient conscients de la gravité de l'enjeu.

Maurice Combes.

A Lyon, prochainement

Un colloque sur le thème « Syndicalisme et politique » se tiendra le samedi 9 décembre, à 14 h, Café de la Mairie, 6, place Gabriel-Péri, Lyon (VIIe) avec la participation de Raymond Marlon (C.F.T.C.), Marc Serratrice (C.G.T. et membre du C.P.N.) et Jean Soffietto (C.G.T.-F.O.).

LE "NON" DE MICHEL DEBRÉ

AUX salariés des entreprises nationalisées et de la fonction publique, M. Debré a répondu : « Non ».

Le ministre des Finances ne sera pas autorisé à consentir plus qu'il n'a consenti jusqu'ici : 2,25 %.

Le Premier ministre a même fait toute une théorie de son refus. Ne dissimulant pas qu'il blâmait les patrons du secteur privé d'avoir accordé des sommes supérieures à la limite des 4 % qu'il prétendait imposer, il a déclaré qu'il ne pouvait « accepter l'idée d'une parité entre le secteur public et le secteur privé ». Curieuse conception des responsabilités gouvernementales ! Peu importe sans doute à ce Premier ministre que les administrations publiques ou les entreprises nationalisées, déjà souvent déficitaires en personnel, risquent de ne plus recruter ou de voir leurs

agents les plus qualifiés abandonner le service public pour trouver des emplois mieux rémunérés dans le secteur privé. On manque de professeurs ? Qu'à cela ne tienne : l'enseignement confessionnel, grâce aux subventions, pourra se développer et pallier les défaillances de l'enseignement laïque. Et si de surcroît on parvenait aussi à entraver le fonctionnement des entreprises nationalisées, on faciliterait ainsi la propagande de leurs adversaires.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne connaissons pas encore les décisions que les organisations syndicales seront amenées à prendre à la suite de ce refus.

Si l'intérêt de la conférence de presse de M. Debré résidait surtout dans la réponse aux récentes grèves, il vaut tout de même la peine d'y relever aussi quelques aveux sur la situation économique et sur la politique financière du gouvernement.

D'abord, le Premier ministre a dû reconnaître que « la hausse des prix avait duré plus qu'il n'était prévu ».

D'autre part, il a reconnu la nature de certaines charges supportées par le budget — et par le contribuable : « Nous avons d'autre part de lourdes charges, et la première de ces charges a un nom, elle se nomme la défense nationale... Il faut absolument, dans les dix années qui viennent, améliorer la modernisation de notre appareil militaire. Cette politique s'appelle l'arme atomique et les engins ».

Pour intéressants qu'ils soient, ces aveux ne sont pas complets. M. Debré n'a dit mot des conséquences financières et économiques de la guerre d'Algérie. Les dépenses entraînées par la prolongation du conflit, le fait que les jeunes Français restent mobilisés pendant vingt-huit mois et sont ainsi arrachés à la production ou à la formation professionnelle, cela aussi — qui est loin d'être négligeable — méritait d'être mentionné dans le bilan du Premier ministre.

Le billet de Jean Binot

Similitudes

M. le Premier Ministre s'étant modestement comparé à Richelieu — l'immodestie eut été de comparer le Cardinal à Debré — notre confrère Jacques Fauvet s'est permis les impertinences qu'on va lire :

« M. Debré a dû bien s'amuser à ce parallèle, plus que le général de Gaulle. Mais puisqu'il l'a proposé lui-même, il est permis de le poursuivre. La France de Richelieu a connu les plus grands désordres avant la restauration de l'Etat. Celle de M. Debré semble parcourir le chemin contraire. En trois ans, l'autorité s'est bien dégradée. Et l'étonnement est quotidien de voir un pouvoir stable et réputé fort si peu suivi et obéi. »

Et l'impertinent de conclure : « Le tableau du royaume fait assez pitié ; il est trop connu pour avoir besoin d'être longuement tracé. »

Justement, Le Monde publie en dernière page du numéro où nous cueillons ces lignes, une appréciation identique : « Les observateurs occidentaux, la part faite à ce qui n'est que rumeurs invérifiables, admettent ordinairement que le pouvoir est en difficulté et que le régime est en cause. »

Il est vrai que ce jugement concerne l'Egypte, ainsi que chacun l'a immédiatement compris — mais il y a parfois de ces similitudes...

Il va sans dire que j'ignore si le colonel se prend pour Louis XIII et si son Debré — mais en a-t-il un ? — s'imagine ressembler à l'intendant Putiphar !

Il s'en trouvera quand même pour conclure que les régimes du Caire et de Paris, dans la meilleure hypothèse, vont tout droit à la pétaudière — et dans la pire...

S.O.S. - P.S.U.

● Jeune camarade étudiant, expulsé, cherche chambre individuelle à louer Paris (au plus 150 NF par mois). Répondre d'URGENCE à « T.S. » qui transmettra.

● Jeunes camarades vietnamiens, étudiants en sciences, ont vu leur transfert de fonds supprimé par le gouvernement fasciste de M. Diem. Ils cherchent à donner leçons particulières (Physique, Chimie, Mathématiques de 6e à 1re) pour pouvoir continuer leurs études. Répondre d'URGENCE à « T.S. ».

Au cours de la manifestation de l'avenue des Gobelins, le 6 décembre, Françoise Longeot, fille de notre camarade Henri Longeot, élève de l'Ecole Normale Supérieure de Sèvres, a été piétinée et blessée à la tête par des policiers débordés.

Après avoir reçu des soins à l'hôpital de la Pitié, elle a pu regagner son domicile.

Nous lui adressons nos vœux de prompt et total rétablissement.

M. PINAY ou l'apparition de la droite libérale

M. Antoine Pinay demeurait obstinément silencieux depuis plus de deux ans, depuis le jour où il a quitté le gouvernement.

Il vient de sortir de son mutisme et ses déclarations ont été assez largement reproduites.

Qu'a dit l'oracle des « indépendants » ? Quelques-uns de ses propos méritent d'être relevés car ils sont sans aucun doute l'exacte expression de tout un secteur de la droite, qui, sans se confondre avec l'O.A.S., s'engage de plus en plus dans l'opposition.

Le terrain sur lequel cette fraction de la droite entend se battre n'est pas celui des partisans de l'Algérie française : on est, de ce côté, assez réaliste pour savoir à quoi s'en tenir sur les chances de cette politique et surtout pour apprécier ce qu'il en coûterait.

On ne se bat pas non plus contre les institutions de la V^e République : pourquoi ne chercherait-on pas, une fois de Gaulle disparu, à en conserver l'essentiel pour que d'autres équipes profitent des mécanismes mis en place ?

C'est contre la politique économique et financière que M. Pinay a poussé son offensive.

Manifestement, il l'a d'abord fait pour prendre date. Il n'a pas dédaigné de se servir de quelques arguments démagogiques. Rappelant son départ, il a déclaré : « Nous voulions abaisser les prix et certains impôts, ça, c'était la politique Pinay. La hausse des prix intervenue depuis, le rétablissement des subventions économiques, ce n'est pas notre politique. »

Naturellement, l'ancien ministre des Finances du général de Gaulle s'est bien gardé de dire si, pour abaisser les prix, il eût réalisé des réformes de structures, notamment dans le système de la distribution. On a donc le droit d'être fort sceptique sur la suite pratique qu'auraient eue ces bonnes intentions, d'autant que M. Pinay a déclaré également : « Il faut rénover notre libéralisme du

siècle dernier, moraliser le capitalisme. » Voilà un beau programme de rénovation !

Mais ce qu'il est plus intéressant de relever, ce sont les catégories de dépenses publiques que M. Pinay a le plus sévèrement critiquées : le sous-marin atomique, l'usine de séparation des isotopes et, indirectement, le poids des dépenses militaires : « Une dizaine de personnes seulement assistent notre attaché commercial à Washington alors que les attachés militaires comptent plus de 100 collaborateurs. » Propos qui s'éclaircissent encore davantage par cette phrase : « Il faut se préoccuper de la stabilité plus encore que de la grandeur de la France. »

On voit ainsi se dessiner les traits de cette opposition de droite : plus atlantique que celle du général de Gaulle, favorable à la diminution des dépenses militaires et de toutes les dépenses de prestige, mais aussi très attachée à l'orthodoxie financière, hostile aux réformes de structures et aux mesures de planification et d'organisation méthodique de la production et de la distribution, confiance dans les mécanismes de l'économie libérale.

Une sorte de poujadisme de bon ton, acceptant sur le plan politique, certaines formes de parlementarisme à condition que les mécanismes institutionnels limitent étroitement les manifestations du suffrage universel et, à l'égard de la classe ouvrière, un paternalisme concédant de temps à autre quelques augmentations de salaires, avec le ferme dessein de maintenir les structures économiques.

Il reste à savoir pourquoi M. Pinay a choisi, après deux ans de silence, de parler en ce moment. Est-ce pour faire entendre qu'il désapprouve les parlementaires indépendants de n'avoir pas poussé plus loin leur offensive contre le budget ?

Pierre Luquet

LA MAUVAISE CARTE

ENCORE sous le coup de la réception chaleureuse dont il a été gratifié à Caen, M. le Ministre de l'Education Nationale a tenu (à moins que ceci n'ait précédé cela) à donner aux étudiants un témoignage nouveau de la sollicitude gouvernementale et de sa bienveillance personnelle.

Voici les faits.

L'U.N.E.F. s'était vu refuser l'octroi d'une salle à l'Institut Pédagogique et

ce, pour une raison fort claire : trop peu de salles et toutes occupées. Rien à dire.

De son côté, la F.N.E.F. (vous savez ? ces bons jeunes gens apolitiques, indépendants du pouvoir et bien sous tous rapports) adresse la même demande au même endroit : même refus, même motif. Toujours rien à dire.

Alors ? Oh ! alors, vous allez voir que l'on est gouverné !

Les bons jeunes gens apolitiques, indépendants et bien sous tous rapports sont allés pleurnicher dans le gilet ministériel et, sans délai, ordre a été donné d'accorder une salle quand il leur plaît à ces étudiants si convenables.

Faut-il commenter ? Il y aurait cette fois trop à dire !

Samedi dernier, à Grenoble, M. Paye a mesuré encore l'ardente sympathie que lui voue la jeunesse des Facultés et des Ecoles — il avait, huit jours plus tôt, parcouru l'Université de Caen désertée par ses étudiants et ses professeurs ! — de sorte que, si enflé qu'il soit de ministérielle vanité, il ne doute plus qu'il ait choisi la mauvaise carte

Plus qu'un autre, il devrait aussi avoir mesuré la très éphémère durée de sa fonction — s'agissant surtout d'un ministre de de Gaulle — et plus qu'un autre encore, il devrait se souvenir que l'Université n'a jamais été servile.

« La politesse est une vertu fondamentale », a cru devoir rappeler M. Paye, amer autant qu'un premier ministre ! et certes, elle l'est ! Mais pour invoquer ce principe et quelques autres, encore faut-il n'avoir pas renié ceux sur lesquels on avait, au départ, fondé sa vie !

Et cette politesse-là, on la nomme fidélité.

Edmond Fournier.

Manifestation des avocats républicains

Le Bureau du groupe des avocats P.S.U. a tenu tout d'abord à adresser la marque de notre sympathie à ses deux confrères qui ont été plastiqués, nos camarades Willson, du Barreau de Marseille, et Stibbe du Barreau de Paris.

Pour protester contre les menées criminelles de l'O.A.S. qui ont paru viser plus spécialement des défenseurs et des membres de la presse judiciaire, le P.S.U., au sein du Comité de Vigilance des Juristes Républicains, a organisé une large manifestation à l'intérieur du Palais.

Plusieurs centaines d'avocats ont répondu à l'appel du Comité. Ils ont montré, en défilant tous en robe, leur détermination de lutte contre les activistes. Cette manifestation, par sa haute tenue, constitue un grand succès, non seulement en raison du nombre des participants, mais aussi du large éventail de leurs opinions politiques. En tête du cortège, se trouvaient au coude à coude les secrétaires des groupes des avocats P.S.U., P.C., S.F.I.O.

COMPTE RENDU DE MANDAT DE CLAUDE BOURDET

LE MERCREDI 13 DECEMBRE
à 20 h 30, école du 5, rue Damesme (Paris XIII^e, M^o Tolbiac)

Claude BOURDET

Conseiller municipal de Paris
Conseiller général de la Seine
fera un compte rendu de mandat au cours duquel il évoquera aussi bien son action proprement municipale à l'Hôtel de Ville que les luttes qu'il y a menées contre les alliés que l'O.A.S. compte au sein de l'Assemblée parisienne : Dides, Griotteray, Bernard Lafay et consorts.

Ne manquez pas cette réunion. Vous vous y instruisez sur le réseau fasciste de Paris.

Après l'attentat contre le professeur Kastler

A la suite de l'attentat dont a été récemment victime notre camarade Kastler, professeur à la Sorbonne, les élèves, les professeurs, les chercheurs et le personnel des laboratoires de l'Ecole Normale Supérieure, après avoir assuré Kastler de leur solidarité, ont voté une résolution qui se termine par l'appel suivant :

« Constatant, devant l'aggravation de la menace fasciste et la complicité ouverte ou larvée d'une fraction croissante de l'appareil d'Etat, que le pouvoir n'est pas à même de prendre les mesures qui s'imposent et que les démocrates ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre, les élèves, les professeurs, les chercheurs, le personnel des laboratoires de l'E. N. S. lancent un appel solennel et pressant à toutes les organisations démocratiques françaises — partis, syndicats, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire — pour qu'elles décident rapidement une journée nationale unitaire d'action contre le fascisme et pour la paix.

Ils invitent enfin tous les démocrates à faire triompher partout cette exigence de lutte dans l'unité. »

Le vrai conflit

ON ne s'occupe plus de la guerre d'Algérie. On ne s'occupe plus des négociations avec le F.L.N. en vue du rétablissement de la paix, des divergences qui peuvent encore subsister, des formules à définir en commun, du Sahara, des bases militaires, du statut de la minorité européenne, etc. Seuls quelques experts particulièrement consciencieux et laborieux, et parfois le ministre des Affaires Algériennes, s'en préoccupent encore.

Des déclarations gouvernementales qui, quelques temps auparavant, auraient motivé de longues exégèses dans *Le Monde* pour analyser les points de divergences et les rapprochements possibles passent aujourd'hui inaperçues : débats sur l'institution de la « force locale » soustraite à l'autorité de l'armée, et sur le G.P.R.A. considéré comme le combattant avec qui il faut négocier (et dont on prononce sans cesse le nom ainsi que ceux de ses membres), etc.

L'O. A. S.

hors la loi ?

Bien sûr, on assiste au sein des assemblées à de sérieuses empoignades entre les fanatiques de « l'Algérie Française » et le gouvernement à propos de ce qui fut le véritable problème, mais qui, en partie, ne l'est plus : la négociation avec le F.L.N. Pour l'extrême-droite, il s'agit, en fait, de sauter sur toutes les occasions pour s'affirmer en tant que force susceptible de contrecarrer la politique gouvernementale, et, partant, d'accroître son audience au sein du pays.

Tout se passe comme si l'O.A.S. cherchait à se poser en véritable second interlocuteur, et cela par tous les moyens, sur tous les plans :

1) Elle peut organiser la « lutte » sur le terrain (contre-terrorisme, « maquis clandestins », émissions radiophoniques, etc.) en bénéficiant de nombreuses complicités policières, militaires et administratives ; elle cherche même à la faire déborder sur le plan international dans des conditions

d'une facilité exorbitante (interviews télévisées du général Salan) ;

2) Elle n'en est pas pour autant traquée, réprimée avec énergie, comme il serait normal pour une organisation illégale et terroriste. L'O.A.S. hors la loi ? Comment y croire lorsque ses parlementaires (dont le nombre paraît augmenter sans cesse du fait du vide laissé par le régime et de l'absence totale du reste du Parlement lors des débats sur l'Algérie) la défendent ouvertement au sein des assemblées et dans les réunions publiques.

Il ne s'agit pas, bien sûr, d'exagérer la puissance de cette organisation ; un trop grand alarmisme peut fausser bien des analyses et conduire à bien des erreurs. Il s'agit plutôt de poser la vraie question : par quels concours de circonstances une organisation contre-terroriste a-t-elle pu naître et se développer ? De quelles faiblesses l'O.A.S. tire-t-elle sa force ? Les raisons sont multiples. Nous en retiendrons deux, à nos yeux, essentielles.

Le régime, en s'établissant, a créé le vide autour de lui et n'a rien mis à la place. L'analyse a été souvent faite d'un régime qui repose tout entier sur un seul homme, qui est intérieurement déchiré par les luttes que se livrent quotidiennement les représentants de tel ou tel clan, et où, selon le mot de Georges Bidault, le seul gaulliste restant est celui de l'Elysée. Régime diffus qui se veut émanation de la cohésion nationale et dont l'effet essentiel aura été de cimenter, de cristalliser la division. Régime enfin qui a contribué à neutraliser les institutions représentatives.

On cherche

un Parlement

La deuxième raison, en effet, réside dans l'absence politique de toute représentation nationale, absence qui s'est révélée de façon particulièrement criante ces jours-ci. Il y a bien des députés et des sénateurs, mais on reste confondu devant leur incapacité à participer à l'action politique du pays. Certes, le Parlement a été réduit

à un rôle de second plan moins par le texte constitutionnel que par l'application qui en a été faite. Mais, quelle que soit notre opposition au système « orléaniste » que nous connaissons, nous ne pouvons que constater la bonne volonté mise par les parlementaires à demeurer à l'écart des grands problèmes et des grandes confrontations.

Tout se passe comme si ceux-ci tenaient à demeurer dans l'anonymat. Devant toute décision du gouvernement qui pourrait quelque peu le gêner, ils font en sorte de ne pas être engagés, de pouvoir rester libres de leurs mouvements : le budget n'a-t-il pas été adopté à mains levées à l'Assemblée nationale, de telle manière que nul ne saurait dire qui a voté pour et qui contre ? Plus grave et plus significatif encore : l'autre jour, dans la même assemblée, il ne s'est trouvé aucun député pour intervenir dans la querelle qui opposait les députés de « l'Algérie française » à M. Joxe. Seul, le bataillon des U.N.R., manœuvré par l'adjutant Souchal, se remua quelque peu pour servir de garde du corps au ministre des Affaires algériennes. Il s'agissait pourtant là d'un débat qui engage l'avenir des institutions républicaines.

A vrai dire, ce problème ne concerne même plus les formations politiques traditionnelles. Le gouvernement prend prétexte des attaques de l'O.A.S. pour désamorcer toute velléité d'opposition de la part des députés « non-O.A.S. », et fait passer ce qu'il veut. Il y a le bourbier algérien dans lequel est enlisé le régime, et personne ne veut y participer. Ce qui fait qu'au moment de l'épreuve de force, qui ponctuera inévitablement la période de troubles actuelle, personne ne songera au Parlement et ne se tournera vers lui. En refusant de prendre franchement parti (par exemple en s'abstenant de répondre à la question posée par Félix Gaillard lors du dernier congrès radical : Considérons-nous toujours que la solution du problème algérien passe par le général de Gaulle ?), la majorité des représentants de la nation a tacitement et inconsciemment accepté de ne plus figurer sur l'échiquier des forces politiques.

Un pari perdu

Enlèvement de la question algérienne et extension des troubles anarchiques, tout se passe aussi, comme si MM. Mollet et Defferre avaient perdu leur double pari de 1958, double pari qui porta de Gaulle au pouvoir :

1) De Gaulle ne fera pas la paix en Algérie, du moins la paix telle que nous l'avons toujours entendue et préconisée, c'est-à-dire aujourd'hui l'installation dans l'ordre et dans le calme du G.P.R.A. à Alger ; il n'y a plus de réconciliation possible entre les deux communautés, ni de solution vraiment pacifique au conflit ;

2) De Gaulle n'évitera pas l'épreuve de force, quelle que soit la forme que prenne celle-ci. D'ailleurs, elle est déjà engagée en Algérie même et commence à s'étendre au territoire français.

Mais, de façon apparemment paradoxale, les institutions parlementaires auront beaucoup plus pâti de cette suite logique d'événements que le régime lui-même. L'anti-parlementarisme de l'opinion publique était déjà assez fort en 1958 pour qu'elle ait pu assister sans bouger au renversement de la République. L'attitude ultérieure des représentants de la nation n'a probablement pas dû contribuer beaucoup à l'affaiblir. L'erreur actuelle d'un Mollet ou d'un Pinay c'est de l'avoir oublié. Ils sont moins que tout autre capables de fournir une alternative au régime actuel. Par ce que le débat se situe en dehors du Parlement et parce que les options doivent être claires et précises. Derrière le « monarque », se pose déjà la vraie confrontation : d'un côté les nostalgiques de l'empire autoritaire ; de l'autre, les démocrates qui, depuis le début, n'ont jamais renoncé à parvenir à imposer leur double objectif : 1) Faire la paix en Algérie, première condition de la résurrection d'une vie politique démocratique ; 2) Rétablir et rénover les institutions politiques françaises. Voilà aujourd'hui les deux protagonistes du conflit. Souhaitons celui-ci le moins sanglant possible.

Jacques Tollivier

Communiqué du Comité Politique National

LA guerre d'Algérie est parvenue à un tournant décisif.

D'un côté, les possibilités d'un accord entre le gouvernement français et le G.P.R.A. n'ont jamais été aussi grandes, mais de l'autre côté, ces possibilités risquent d'être une fois de plus ruinées en raison des contradictions de la politique gouvernementale et de la pression de plus en plus forte qu'exerce sur elle l'O.A.S. Le régime issu du coup de force du 13 mai 1958 demeure prisonnier de ses origines et de ses complicités.

Il devient cependant évident que tout atterrissement dans la poursuite de la négociation favorise l'action subversive de l'O.A.S. La lutte pour la Paix est inséparable du combat antifasciste.

Il ne faut pas craindre d'affronter l'épreuve de force dont l'O.A.S. a pris l'initiative, si l'on veut enrayer la fascisation du régime et éviter un nouveau rebondissement de la guerre. Le mirage du partage remplacerait cette fois le mythe de l'Algérie Française.

Le P.S.U. pense que dans son immense majorité le peuple français est opposé à la prolongation du conflit algérien et qu'il condamne ceux qui ont déjà réussi à créer dans le pays un climat de guerre civile. Si les organisations populaires — politiques et syndicales — s'appuient résolument sur ces deux sentiments et parviennent à réaliser une véritable mobilisation antifasciste, il n'y a aucun doute que l'épreuve de force pourra être victorieusement et rapidement surmontée.

Tous les efforts doivent donc être concentrés, dans le moment présent, sur cette mobilisation. Il

faut à tout prix isoler les hommes de l'O.A.S. et riposter avec une vigueur croissante à leurs entreprises.

Le P.S.U. a fait, au cours de ces dernières semaines, la démonstration qu'il était à la fois le plus combattif et le plus résolu à surmonter les obstacles qui s'opposent à une action coordonnée de toutes les forces antifascistes. C'est lui qui a pris, le 1^{er} novembre, l'initiative de ces manifestations de rues qui se sont depuis multipliées dans les départements et ont eu un prolongement le 18 novembre, à Paris, lors de la démonstration des jeunes.

Le refus de certaines organisations de s'engager à nouveau dans des actions communes n'a pas encore rendu possible une manifestation nationale et certaines décisions unilatérales et publiques n'ont pas contribué à ce regroupement d'ensemble qui reste à nos yeux l'objectif essentiel.

En attendant, le P.S.U. estime indispensable que de nouvelles démonstrations aient lieu cette semaine et dans le courant de la semaine suivante.

Les formes d'action essentiellement défensives ne suffiront pas cependant à mobiliser l'ensemble des forces décidées à lutter contre l'O.A.S.

L'action dans les localités, les entreprises et les administrations doit revêtir des formes mieux adaptées aux nécessités de la lutte :

— démasquer les éléments O.A.S. et les isoler dans leur milieu de travail et leur lieu d'habitation ;

— dénoncer toutes les plaintes dont ils bénéficient et notamment dans l'Armée, la Justice, la Police, les Administrations et les entreprises ;

— mettre en demeure les hommes politiques et les organisations ainsi que les personnalités connues, de désavouer publiquement les activités de l'O.A.S. ;

— exiger des directions des entreprises commerciales et industrielles l'engagement de leur refus de cotiser à l'O.A.S. et sanctionner par des actions de masse tout refus ou violation de cet engagement ;

— assurer le contrôle permanent des installations et des administrations vitales et se préparer à prendre en mains, en cas de putsch, la protection et le fonctionnement ;

— manifester par des actions publiques l'impossibilité technique pour l'O.A.S. de s'emparer du pouvoir.

Le P.S.U. prendra avec un souci constant de l'efficacité toutes les initiatives, à l'échelon national, départemental et local, susceptibles d'entraîner dans la lutte des couches de plus en plus nombreuses de la population. Les décisions que les fédérations auront à prendre dans ce domaine devront être subordonnées à la nécessité de réaliser le regroupement le plus large possible et de donner à ces manifestations le caractère de véritables actions de masse. Il est persuadé qu'il est possible de réduire l'O.A.S. à l'impuissance, d'imposer la Paix en Algérie et de faire apparaître à travers ces luttes la nécessité d'une alternative au régime.

3 décembre 1961

Communiqué des Fédérations du P. S. U. de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise

Sur le mot d'ordre « O.A.S.-assassins », six manifestations groupant chacune plusieurs milliers de personnes ont eu lieu, mercredi 6 décembre, dans les rues de Paris.

Ces manifestations faisant suite à celles des 1^{er} et 18 novembre marquent un nouveau progrès de la forme la plus efficace de l'action de masse.

L'ampleur qu'elles ont revêtue, malgré l'interdiction décidée par les pouvoirs publics et malgré les difficultés d'organisations, la sympathie dont elles ont été entourées par la population des quartiers où elles se sont déroulées, signifient que des manifestations beaucoup plus considérables doivent être possibles dans un proche avenir si un accord était enfin réalisé entre toutes les organisations décidées à lutter pour la paix en Algérie et à faire front contre toutes les offensives des factieux de l'O.A.S.

6 décembre 1961.



Sur les routes d'Asie, des enfants mendiants.

(Archives)

La décolonisation politique est en train de s'achever.

Cependant, trois continents connaissent la misère, la faim. L'équilibre futur du monde commande qu'une solution efficace soit apportée aux problèmes économiques et sociaux du Tiers-Monde.

Cette solution, non seulement nous ne croyons pas, mais surtout nous démontrons qu'elle ne peut provenir de l'application

de mécanismes de type capitaliste.

Les commissions — politique extérieure, décolonisation et économie — du P.S.U. ont étudié les grandes lignes d'une solution de type socialiste. C'est cette importante étude — adoptée à l'unanimité par les membres des trois commissions — que nous présentons à nos lecteurs, souhaitant qu'ils en discutent, dans la mesure du possible, avec nos camarades des pays ex-colonisés.

La décolonisation politique est en train de s'achever. Elle doit mettre au premier plan de nos préoccupations le caractère dramatique de l'état économique et social de la population de trois continents.

La disparité des conditions des pays industrialisés et des pays sous-développés est la grande inégalité du monde contemporain. 60 dollars par personne et par an dans l'Inde, 120 au Pérou contre 740 en France et 1.370 aux Etats-Unis, des pourcentages d'illettrés qui varient de 0 à 90, des pourcentages de mortalité qui varient du simple au double, tels sont quelques faits, parmi d'autres.

Le phénomène de la faim — qui atteint les 2/3 du globe, certains peuples manquant de calories et d'autres d'une composition appropriée du régime alimentaire — est une expression, parmi d'autres, d'un état social hallucinant.

La faim se traduit moins par les grandes famines telles qu'en connut le passé, que par les maladies de carence.

L'insuffisance de protéines animales diminue la résistance organique aux maladies infectieuses, à la tuberculose, à la pneumonie, à la dysenterie, au typhus.

L'insuffisance de calcium provoque le rachitisme, l'insuffisance d'iode : le goitre, l'insuffisance de vitamines : le béri-béri, le scorbut, la pellagre, les ophtalmies.

Un exemple mérite d'être cité — parmi tant d'autres. Une maladie, le

kwashiorkor, atteint les enfants qui, durant le sevrage et la période qui suit, ont un régime alimentaire insuffisant en protéines animales. Cette maladie est très fréquente en Afrique Centrale. Or, l'état du malade peut être rapidement amélioré grâce à l'ingestion de quantités relativement faibles de lait écrémé... ce lait que les pays économiquement évolués craignent de produire en quantités excessives...

Ajoutons que ces chiffres ne sont que des moyennes. La part prélevée par les classes privilégiées réduit encore la ration des masses. En outre, certaines populations — en Afrique notamment — sont nourries de façon très irrégulière et durant plusieurs semaines ou plusieurs mois sont dans une situation de famine.

Si graves que soient ces constatations, il y a quelque chose de plus angoissant : l'inégalité actuelle ne tend pas à s'atténuer, on peut même se demander si elle ne tend pas à s'accroître.

Le niveau de vie dans l'Inde était en 1938 15 fois plus faible qu'aux U.S.A.; 30 fois plus maintenant.

Il résulte d'un tableau de la F.A.O. qu'en 1958-1959 la production agricole par habitant de certains continents était encore au-dessous de la moyenne d'avant-guerre ou en restait très proche.

Une telle situation doit conduire ceux qui sont conscients de la solidarité humaine à donner la première place à ce problème — et cela d'autant plus qu'ils sont seuls capables de proposer une solution.

L'assistance de type capitaliste est impuissante à résoudre le problème

Il est facile de comprendre pourquoi les capitalistes ont échoué en ce domaine, comme le prouvent abondamment les chiffres cités.

Les capitalistes étrangers n'ont pas intérêt à investir si ce n'est pour assurer l'exploitation de certaines matières premières ou de certaines sources d'énergie qui leur font défaut.

Ils n'ont pas de profit à attendre :

- de certains grands aménagements fonciers dont la rentabilité sociale est évidente (ils empêchent ces hommes de mourir de faim) mais la rentabilité financière faible (loi du rendement non proportionnel);

Esquisse d'une solution socialiste

POUR VAINCRE l'assistance capitaliste

— de l'industrialisation de pays qui viendront concurrencer les produits de leurs propres manufactures, produits que leur politique de sous-emploi fait considérer comme excédentaires.

Ajoutant à cela les risques politiques inhérents à la décolonisation et à un état du monde qui ne permet plus la « politique des canonières », on conçoit que les chiffres eux-mêmes marquent la faiblesse des investissements étrangers dans les pays sous-développés et leur inaptitude à résoudre les problèmes économiques essentiels de ces pays.

Les capitalistes des pays sous-développés eux-mêmes orientés par un conditionnement séculaire vers la thésaurisation, l'usure, ou la spéculation sont également inaptes — les faits le montrent — à provoquer le développement économique.

L'impossibilité de rester totalement inactifs, jointe aux besoins de développer une partie des excédents de production créés par le sous-emploi, ont

conduit à des formules d'assistance, elles aussi inefficaces :

- parce qu'elles sont beaucoup trop réduites : de l'ordre de 5 milliards de dollars par an alors que les besoins d'investissement des pays sous-développés sont au moins de l'ordre de 30 à 50 milliards;
- parce qu'elles sont très inégalement réparties, étant concentrées sur les zones stratégiquement intéressantes;
- parce que les aides déversées sur des pays que leur structure et leurs méthodes rendaient inaptes à les recevoir, n'ont bénéficié, le plus souvent, qu'à une minorité de privilégiés, favorisant la consommation de biens de seconde urgence au lieu de faciliter l'investissement.

Une aide internationale même élargie dans son volume resterait donc inapte à résoudre le problème et l'insuffisance des solutions proposées doit être dénoncée.

L'avenir des pays sous-développés est entre leurs mains

Les pays sous-développés commettraient de graves erreurs à s'en remettre exclusivement aux pays industrialisés :

- parce qu'attendre qu'une aide extérieure résolve l'essentiel de leur problème crée une attitude passive incompatible avec la notion même de développement;

- parce que les pays sous-développés peuvent utiliser un énorme volume de ressources inexploitées :

- les terres mal cultivées, les latifundia, les zones arides qui pourraient être irriguées, les marais qui pourraient être asséchés, les collines abandonnées à l'érosion couvrant de très grandes surfaces même dans les pays dits surpeuplés;
- les ressources minérales sont loin d'avoir été méthodiquement explorées et mises en valeur;
- la main-d'œuvre inoccupée, les chômeurs totaux ou partiels des villes, les chômeurs saisonniers ou déguisés de la campagne représentent des centaines de millions d'hommes, la mobilisation de leur force de travail fournirait à elle seule plusieurs fois la valeur de toute l'aide extérieure;
- la productivité est si faible que dans le secteur agricole comme dans le secteur industriel d'énormes marges de progrès — au

prix d'un effort de simple amélioration des méthodes de travail — sont disponibles.

- parce que le gaspillage en consommation de luxe, en travaux spectaculaires et en investissements de seconde urgence est très notable.

Les grandes lignes d'une solution nationale paraissent pouvoir être dégagées de la manière suivante :

- Mobilisation immédiate de la force de travail disponible en surmontant les obstacles techniques ou économiques par la combinaison de grands investissements centralisés et de multiples petits investissements décentralisés réalisés par les « inoccupés », particulièrement les paysans aux époques de chômage saisonnier — à leur profit.

- Planification limitant à l'indispensable le volume de la consommation et donnant la priorité, en ce qui concerne l'utilisation des ressources nationales et des devises, aux investissements les plus urgents.

- Effort immédiat d'amélioration de l'organisation et des méthodes de travail par une politique de scolarisation intégrale, fondée sur des méthodes peu coûteuses ainsi que par une formation accélérée des adultes, en particulier par la création d'un réseau de moniteurs agricoles qui diffusent dans chaque village les simples techniques du progrès et par la création dans le domaine industriel de systèmes complets de promotion.

Ni mécanismes capitalistes, ni solutions

du « socialisme de facilité »

La mobilisation immédiate et totale de la force de travail disponible ne pourra manquer de faire éclater l'absurdité des latifundia ou des régimes fonciers archaïques; elle reposera sur l'appel à l'initiative et à l'enthousiasme de masses auxquelles le travail en commun ne manquera pas d'apprendre la puissance et l'efficacité de la coopération. Ajoutons que l'on ne peut attendre de l'esprit capitaliste qui s'est toujours bien accommodé du sous-emploi, la volonté déterminée de faire cesser ce que l'on doit ressentir comme un gigantesque scandale.

La planification, si l'on veut qu'elle ne soit pas, comme c'est trop souvent le cas, une manifestation verbale, d'inefficaces tableaux ou de trompeuses perspectives, suppose :

- 1° des études de base très sérieuses, menées avec l'impartialité que l'on ne saurait normalement attendre des sociétés capitalistes auxquelles les gouvernements s'adressent souvent;
- 2° une application rigoureuse des programmes élaborés, c'est-à-dire :
 - un régime du commerce et des finances extérieures qui limitent les importations aux biens d'équipe-

ment et aux produits de consommation nécessaires à la réalisation du Plan, et qui ne retiennent que les investissements étrangers répondant à la même condition;

- un régime fiscal et un régime du crédit assurant la sélection des investissements intérieurs;
- la création par l'Etat lui-même des entreprises jugées nécessaires par le plan;
- une réforme des circuits de commercialisation.

En supposant que le pays s'en tienne à ces mesures et ne croie pas indispensable de nationaliser les moyens de production et d'échange, il n'en doit pas moins être conduit à une direction de l'économie contraire à l'orientation capitaliste.

La formation de l'ensemble de la population suppose l'abandon de formules d'enseignement traditionnel qui — inévitablement limitées dans un pays sous-développé — facilitent le maintien ou la constitution d'une classe. Vouloir par des méthodes simples, peu coûteuses, diffuser l'éducation dans tout le pays, cela sup-

du problème du développement économique :

PRE LA FAIM DU MONDE

Capitaliste est impuissante

pose un état d'esprit qui n'est pas non plus celui du capitalisme.

D'une façon générale enfin, le développement économique suppose de lourds sacrifices imposés à la population, afin de retirer à la consommation et d'affecter à l'investissement un pourcentage notable du revenu national. De tels sacrifices ne sauraient être obtenus sans une juste répartition, sans l'élimination des privilèges et un effort accru de la part des plus favorisés.

A fortiori, en est-il ainsi de cet appel à l'initiative et à l'enthousiasme auquel la mobilisation des forces de travail et l'amélioration des méthodes sont subordonnées.

Pour réaliser une croissance nettement supérieure à l'augmentation de la population, et le premier démarrage, le plus difficile, des contraintes sont nécessaires.

Elles n'imposent pas cependant l'adoption pure et simple des régimes

Stabiliser les cours des matières premières

Le premier devoir consiste à ne pas rendre plus difficile l'application par les pays plus pauvres de programmes de développement.

Or, tel est le résultat du système actuel des échanges internationaux. La tendance permanente au sous-emploi, qui caractérise l'économie capitaliste, entraîne le retour périodique de récessions, sinon de crises qui provoquent de violentes oscillations des cours des matières premières. Celles-ci représentant l'essentiel de leurs exportations, les pays en vue de développement peuvent perdre en quelques mois une grande partie des ressources en devises avec lesquelles ils comptaient financer leurs importations de biens d'équipement. Cette perte a parfois dépassé largement l'aide extérieure offerte à ces pays.

Une telle instabilité rend très difficile la mise en œuvre d'un programme de développement.

Or, cette instabilité n'est pas inéluctable. Elle peut être éliminée — ou du moins considérablement réduite — par l'institution d'un fonds international de stabilisation des cours des matières premières.

L'échec des tentatives antérieures, viciées par leurs méthodes malthusiennes, par leur caractère trop limité, par le refus d'en mettre en œuvre les conditions de caractère monétaire, ne saurait être retenu comme une objection.

Il est donc proposé d'instituer un fonds international qui achèterait, à un cours fixe, toutes les denrées agricoles, tous les métaux et plus généralement, tous les produits assez homogènes pour être définis et de nature à être stockés sans frais excessifs.

Le risque de surproduction serait évité par des révisions périodiques qui resteraient d'une amplitude très modérée puisqu'il ne s'agit que d'éviter des oscillations et que celles-ci, dans l'ensemble, tendent à se compenser.

La constitution de stocks importants ne serait pas exclue : elle n'aurait que des avantages car elle doterait l'économie mondiale d'un moyen de lutte contre l'inflation — et par suite d'une sorte de volant régulateur.

Le financement pourrait être assuré par le pouvoir d'émission donné au fonds international — de telle sorte que la substitution de stocks de marchandises à l'encaisse or sur laquelle la monnaie internationale actuelle est fondée, directement ou indirectement,

de coercition les plus caractérisés, à condition :

— de mettre en œuvre les forces de travail disponibles, ce qui n'implique nulle contrainte, si les hommes sont mis à même de travailler dans leurs villages, à leur profit;

— de donner une place à la fabrication en grande série de produits simples de consommation qui inciteront les paysans à vendre leurs produits aux travailleurs de l'industrie;

— de tirer parti des améliorations de productivité que des méthodes de planification trop systématiques ont souvent fait négliger;

— et enfin d'accélérer l'effort d'éducation de façon à relayer, le plus rapidement possible, la contrainte par la compréhension.

C'est compte tenu de telles conclusions que se situe la responsabilité directe des pays « industrialisés » et notamment de la France.

tement, ne devrait pas être exclue.

Sans doute les pays producteurs de matières premières souhaiteraient-ils non seulement la stabilité mais aussi le relèvement du prix moyen, car ils se plaignent d'échanger le même volume de leurs denrées contre une quantité décroissante de produits manufacturés.

Cependant, le premier objectif, celui qui doit être fixé dès maintenant et poursuivi sans relâche, doit être la stabilité, car, à elle seule, elle est un facteur de développement très positif.

On peut d'ailleurs penser que l'existence du fonds faciliterait la mise en œuvre de politique de plein emploi par les pays industrialisés parce qu'ils seraient dotés d'un volant régulateur apte à corriger les tendances à l'inflation, parce qu'ils cesseraient de voir leur expansion freinée par la rareté de la monnaie internationale. Or, l'expansion plus rapide des pays industriels entraînerait naturellement une plus grande demande de produits bruts et par suite un relèvement du prix moyen.

Cette réforme, que de sérieux techniciens ont proposée et qui paraît de simple bon sens, se heurte aux intérêts à courte vue du monde capitaliste. Elle réduirait, en effet, les profits que les pays anglo-saxons retirent d'une monnaie internationale dont ils ont en fait le monopole. Tend à éliminer le sous-emploi en Europe et en Amérique du Nord, elle atténuerait le moyen de pression que la crainte des licenciements fait peser sur la classe ouvrière. Elle supprimerait enfin cet élément de domination qui s'exerce sur les pays sous-développés. Dans la mesure même où la mise en œuvre d'un programme autonome de développement, financé par les ressources régulières de l'exportation, leur est rendue plus difficile, ils sont conduits, sinon contraints, à solliciter l'aide des pays « développés ». Tout se passe comme si les pays « riches » appauvriraient les pays pauvres afin de se donner ensuite le mérite — et l'avantage politique — de les assister.

C'est donc des partis — des organisations socialistes, au sens large du terme — à qui un grand appel doit être adressé, que peut venir la transformation de cet état de choses.

Dans la mesure où la grande majorité des pays ne peut être convaincue, il est demandé que la France s'efforce de constituer avec les pays africains qui seraient intéressés par cette formule un fonds de stabilisation.

coopération qui permet à de petits exploitants de faire face, à meilleur compte, à leurs besoins d'investissement.

A défaut de plus larges possibilités, un établissement de garantie franco-africaine devrait être créé.

b) Afin de faciliter la mobilisation des forces de travail, les « excédents » actuels de denrées agricoles devraient être — à titre de prêt sans intérêt ou de subvention — mis à la disposition des pays sous-développés qui verseraient ainsi un avantage en nature aux travailleurs des chantiers de développement.

Ce serait la transposition sur une large échelle d'expériences heureuses réalisées dans certains pays. Il est proposé que cette action, qui combinerait la lutte contre la faim, la lutte contre le sous-emploi et la lutte pour le développement, soit immédiatement réalisée.

c) Contrairement à une opinion très répandue, c'est sur le plan intellectuel que la coopération la plus fructueuse peut s'établir, car c'est le moyen de faciliter l'investissement le plus efficace, l'investissement intellectuel.

La coopération technique n'en doit pas moins répondre à un certain nombre de conditions :

— Elle doit être exclusive de toute contre-partie, et même de toute arrière-pensée politique.

— Il ne s'agit pas de perpétuer l'état

de subordination d'une économie privée de ses propres techniciens, mais d'en faciliter l'affranchissement.

Tout expert étranger doit se fixer pour tâche primordiale la formation d'experts nationaux.

Tout professeur doit enseigner moins des élèves que des professeurs. Il faut avant tout former des formateurs, de telle sorte que les techniques du progrès puissent se diffuser suivant une progression géométrique.

Dès à présent doit commencer le passage de ce qui — malgré son nom — est au fond de l'assistance technique — à la véritable coopération technique, c'est-à-dire à la recherche en commun du progrès.

Le champ ouvert est immense — à simple titre d'exemple on peut souhaiter :

- la définition de normes d'enseignement et de diplômes communs;
- la création d'établissements d'enseignement, par exemple d'instituts techniques spécialisés gérés en commun;
- la création d'instituts communs de recherche;
- des organismes communs de normalisation, etc...

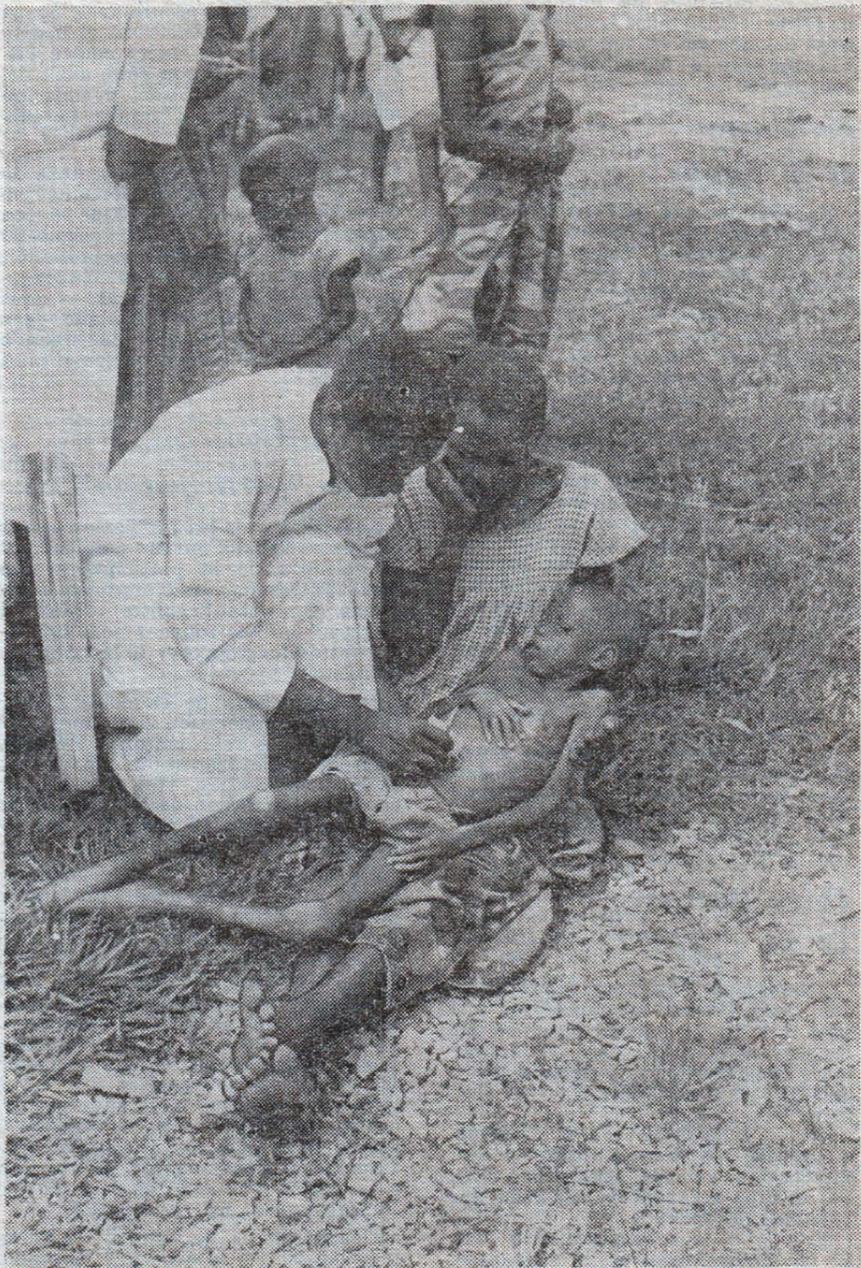
Un appel doit être adressé à la jeunesse de ce pays — et des autres pays industrialisés — pour qu'elle s'engage beaucoup plus largement dans ce qui doit être la vocation du siècle.

De grands ensembles fondés sur la solidarité

La géographie, l'économie soulignent l'utilité de grands ensembles — de groupes de pays africains — unis par des aspirations communes, planifiant leurs investissements pour évi-

ter le gaspillage d'installations coûteuses et trop mesquines, organisant rationnellement l'exploitation et surtout

(Lire la suite en page 8)



Les 2/3 du globe manquent des produits que les pays « évolués » craignent de produire en quantités excessives. (Dalmas)

Quelques exemples de solidarité :

Des excédents agricoles à la coopération technique

La priorité donnée à la réforme fondamentale des échanges internationaux ne doit pas méconnaître l'action de solidarité que commande la situation actuelle des pays sous-développés. Celle-ci doit revêtir plusieurs formes.

a) Afin de faciliter les investissements étrangers dont on ne doit pas tout attendre mais qu'il n'y a pas lieu

d'écarter par principe, s'ils respectent les exigences du Plan et comportent des conditions financières normales, il y aurait lieu de créer un établissement auquel participeraient des pays sous-développés et qui cautionnerait les emprunts de ses membres. Ce serait l'application sur le plan international du mécanisme de caution mutuelle, c'est-à-dire de ce principe de

Forte opposition

au congrès confédéral Force Ouvrière

Le 7^e congrès confédéral de F.O. qui s'est tenu à Paris du 22 au 25 novembre a été marqué par les progrès de l'opposition à la politique du Bureau confédéral. Les militants qui se succédaient à la tribune ont exprimé le plus souvent — et parfois en termes assez vifs — des critiques à l'égard des positions prises par les dirigeants de la centrale. La Fédération de la Métallurgie, en particulier, a fourni un important contingent d'opposants.

CETTE lame de fond a pu surprendre bon nombre d'observateurs habitués à des congrès plus calmes. En fait, les minoritaires se manifestaient de plus en plus dans les assises des Unions départementales et des fédérations et ont noué ouvertement des contacts à l'occasion du congrès confédéral. La montée d'une nouvelle génération de militants, qui n'a pas connu la scission de 47 et qui est soucieuse de surmonter les réflexes nés de celle-ci, n'est pas étrangère à cette évolution.

Cette dernière est manifeste, par exemple, en ce qui concerne le problème de l'unité d'action. Il n'y a pas eu le texte rituel condamnant cette pratique — et voté souvent dans le passé par ceux qui, sur le terrain, y sacrifiaient peu ou prou. Certes, Bothereau et Babau, au nom du Bureau, ont condamné l'unité d'action avec la C.G.T. d'une façon générale mais essentiellement au niveau confédéral. Le développement des mouvements revendicatifs, le réveil de la combativité ouvrière, rendent impossible la condamnation d'actions communes plus limitées. A ce sujet, Malnoe, actif responsable des métallos de Saint-Nazaire, a pu dire, tout en condamnant les dirigeants de la C.G.T. « inféodés au Parti Communiste, dont la doctrine constitue les dogmes d'une nouvelle religion » : « L'unité d'action n'est pas une fin en soi, mais à Saint-Nazaire, elle a donné des résultats concluants ».

Bothereau

et de Gaulle

Les critiques des opposants ont porté également sur la bienveillance de la confédération à l'égard du régime gaulliste. Bothereau, secrétaire général, évoquant ses récents entretiens avec le chef de l'Etat, a rapporté ces propos du général de Gaulle : « Le plus difficile à faire, c'est sa propre reconversion. Vous voudrez bien croire que je l'ai faite ». Et Bothereau de rêver, comme les représentants de la « classe politique » traditionnelle d'un de Gaulle qui ne serait pas gaulliste : « Cet homme, et c'est dommage, paraît destiné à vivre seul, à ne pouvoir élargir son équipe et devoir faire durer un régime sans le sauver ».

Parlant de la semaine des barricades et du putsch d'avril dernier Bothereau a défini l'option suivante : « — Ou être contre les rebelles et contre les institutions, mais avec les communistes ;

— Ou être contre les rebelles et contre les communistes, mais avec les institutions ».

Et le secrétaire général de Force Ouvrière d'ajouter : « C'est cette dernière solution que nous avons choisie... » C'est en fait apporter son soutien au régime gaulliste, alors qu'on sait qu'il ne durera pas.

Force Ouvrière

et la C. F. T. C.

Intéressante également a été la façon dont certains congressistes ont jugé la C.F.T.C., souvent critiquée par les dirigeants de F.O. pour ses tendances « progressistes » et pour la pratique fréquente de l'unité d'action avec la C.G.T.

Ma noe a dit de la C.F.T.C. : « Celle-ci possède une base à droite et une direction à gauche, tandis que F.O. qui se situe à gauche paraît avoir des positions de droite ».

Cela n'est que partiellement vrai. Si les circonstances de la scission et l'anti-communisme de F.O. la font apparaître parfois plus à droite qu'elle n'est, il est vrai également que ses motivations n'auraient été actuelle-

ment plus à gauche que celles de la C.F.T.C., car elle recrute moins que la centrale chrétienne dans les secteurs industriels — insuffisance soulignée par d'autres minoritaires.

Bothereau, quant à lui, a reconnu l'évolution de la C.F.T.C., tout en lui reprochant de pratiquer « un syndicalisme un peu voyant, avec une tendance à trop se pencher sur les questions politiques, à jouer du système de la charnière ou de la bascule ». Il a encore déclaré : « La C.F.T.C. va-t-elle oser dire qu'elle se déconfessionnalise ? Je le crois... dans une dizaine d'années, car dans l'immédiat, elle se couperait des supports qu'elle peut avoir dans de nombreuses paroisses ».

Ce jugement nous paraît assez pessimiste. Il est vrai, toutefois, que la résistance de l'aile traditionnelle de la C.F.T.C., voire les menaces de scission, freinent la « déconfessionnalisation » de cette centrale, en même temps qu'elles nuisent à l'adoption de positions qui épouvanteraient Bothereau, par exemple à l'acceptation d'une action commune avec la C.G.T. pour la paix en Algérie et outre l'O. A.S.

L'Algérie

En ce qui concerne le conflit algérien, Bothereau n'en a pas moins souligné toute la gravité et toutes les conséquences. Critiquant les erreurs faites dans le passé en matière de décolonisation, il a réclamé l'ouverture de négociations avec le G.P.R.A. Il a souligné toutefois la nécessité de garanties, « et non de privilèges » pour les minorités et il a exprimé l'idée que le G.P.R.A. devait collaborer avec la France pour l'exploitation du pétrole saharien.

La motion sur l'Algérie présentée par Soffietto (U.D. de la Loire) et votée par le congrès, se prononce également pour des négociations et insiste sur la nécessité de lutter contre l'O. A.S. Bothereau, de son côté, avait déclaré : « Un putsch nous verrait immédiatement dressés contre la subversion ».

Seuls, les représentants des U.D. de Bône et d'Oran, ainsi que certains syndicats des travailleurs de l'Etat se sont opposés à la motion. Un délégué de l'U.D. de Constantine s'est prononcé, par contre, en faveur de l'indépendance algérienne. Cette U.D. — dont le siège vient d'être plastiqué — a toujours eu une position plus libérale que les autres Unions départementales d'Algérie.

La question

de la « participation »

Les débats sur les problèmes économiques et sociaux ont été dominés par la question de la participation des syndicalistes F.O. aux organismes officiels. En votant contre celle-ci, il s'agissait le plus souvent pour les minoritaires de s'opposer à la politique gaulliste.

La proposition de Dercourt (secrétaire de la Fédération des Employés) de retirer les représentants F.O. des conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale, afin de protester contre l'amputation de leurs pouvoirs par le décret du 12 mai 60, a été repoussée à une large majorité.

La question de l'intéressement a donné lieu à de vifs débats au sein de la Commission sociale. Bothereau avait déclaré à ce sujet dans son rapport introductif devant le congrès que F.O. avait signé très peu de contrats d'intéressement, « moins que la C.G.T. qui fait là-dessus tant de battage ». Et il avait ajouté : « En toute circonstance, nous voulons abattre le mur du secret des entreprises ». C'est à cette condition que nous pouvions accepter. Mais les patrons se refusent à entrer dans cette voie et nous ne pouvons alors nous engager. Alors, rien ne se fait ». N'était-ce pas montrer que l'intéressement est un leurre ?

Cependant, la majorité de la Commission sociale se déclarait favorable à l'intéressement. En séance plénière, le Bureau confédéral a fait modifier le texte majoritaire pour faciliter son adoption. Ce texte émet une série de

réserve sur l'intéressement dans les conditions actuelles : « Insuffisance caractérisée des salaires, prolifération des primes, contestation des droits syndicaux dans les entreprises ». L'amendement présenté par Renard (métallurgie) demandant le départ de F.O. de la Commission nationale de l'intéressement a été repoussé par 7.025 mandats contre 2.358 et 243 abstentions.

En ce qui concerne le IV^e Plan d'équipement, la Commission économique s'est trouvée unanime pour condamner la politique économique suivie par le régime mais s'est divisée sur l'opportunité du maintien des représentants F.O. au Conseil Supérieur du Plan. Le IV^e Plan a été l'objet de vives critiques de la part de militants jeunes et dynamiques. C'est ainsi que Maurice Labi (industries chimiques) avait déclaré au cours du débat sur le rapport moral : « Le prétendu projet de plan n'a pas de lignes de forces et n'a pas fait l'objet de discussions véritables ».

Cottave (technicien du pétrole), rapporteur de la Commission économique, sans remettre en cause la politique de présence traditionnelle à Force Ouvrière demandait au congrès de « dénoncer l'évidence de l'utilisation fallacieuse que le régime actuel fait des institutions du plan ». Et dans son intervention, très remarquée, il précisait : « Si un plan indicatif peut être un outil d'élevation de la richesse matérielle, il ne doit pas être l'outil d'un régime économique et politique opposé aux aspirations des travailleurs ».

C'est alors que Babau a présenté, au nom du Bureau confédéral unanime, un texte favorable à la présence des représentants de F.O. au Conseil Supérieur du Plan, texte accompagné pratiquement de la question de confiance. Finalement, le texte confédéral l'a emporté sur le texte présenté par Cottave, par 7.733 mandats contre 3.022 et 192 abstentions. Le texte adopté a emporté d'ailleurs cette réserve : « Dans le cas où le Conseil Supérieur du Plan verrait ses attributions actuelles modifiées, le Comité confédéral national dirait s'il reste opportun d'y prolonger la participation confédérale ».

Par ailleurs, le congrès a adopté le « Plan économique et social Force Ouvrière 1962 » qui condamne le capitalisme et le totalitarisme économique et politique. Ce plan se prononce notamment pour une extension et une réforme des nationalisations et pour la création d'une Caisse nationale d'Investissements (ce document mériterait une étude particulière).

Les minoritaires

Les minoritaires de F.O. ont toujours été de tendances diverses, anarcho-syndicalistes ou marxistes, et Bothereau se plaisait à dire jusqu'ici, non sans justesse : « Il y a des minoritaires, mais pas de minorité ».

Cette fois, Bothereau a accusé le coup en déclarant : « Je pense qu'il s'agit d'une réaction naturelle contre l'état des choses actuel dans ce pays et encore plus des craintes qui se manifestent pour l'avenir. Il s'agit, en quelque sorte, de l'expression des forces qui veulent faire sortir la démocratie de son état de léthargie. Le Bureau confédéral doit en tenir compte ».

Quels sont donc ces minoritaires qui ont « secoué le congrès » ?

Politiquement, ils appartiennent au P.S.U., à la gauche de la S.F.I.O. ou n'ont pas d'étiquette précise. Ce sont par exemple, Charlot (alimentation) et Delaplace (industries chimiques) déjà membres de la C.E. confédérale. Ce sont Cottave (fédération des ingénieurs et cadres) et Soffietto (secrétaire de l'U.D. de la Loire), nouvellement élus à la C.E. C'est par ailleurs, Labi (secrétaire général de la fédération des industries chimiques), Rino (U.D. de la région parisienne), l'anarcho-syndicaliste Joyeux. Le groupe Herbert-Renard a également collaboré avec ces hommes au cours du congrès.

Quant à Malnoe, il a vu juste en déclarant : « Une minorité serait nécessaire pour donner une nouvelle impulsion au Bureau confédéral ».

La constitution d'une minorité cohérente — qui marquerait un tournant dans l'histoire de la centrale — est en effet le seul moyen de faire sortir F.O. de la grisaille où elle s'est complu jusqu'ici.

M. C.

POUR VAINCRE LA FAIM DU MONDE

(SUITE DE LA PAGE CENTRALE)

l'utilisation de ressources énergétiques — par exemple du gaz du Sahara qui peut permettre une industrialisation et par suite une prodigieuse transformation de l'économie des pays riverains.

De tels groupements peuvent inclure des pays européens — la France en particulier — ou passer avec eux des accords d'étroite coopération, à la condition :

— qu'association et coopération soient réellement souhaitées par tous les partenaires et non imposées par une contrainte militaire ou économique ;

— que le travail en commun s'effectue sur la base de l'égalité de tous les participants.

Il ne faut pas se dissimuler que la construction de tels ensembles n'est possible que dans la mesure où la France, nettement engagée sur la voie du progrès, dégagée des entraves et des préjugés du capitalisme, pourra offrir la coopération efficace et sans arrière-pensée que des pays africains attendent d'elle.

La coopération entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement gagnerait à s'accompagner de la constitution d'un fonds auquel chaque pays verserait — suivant un tarif progressif — une fraction de son revenu national. Les propositions faites en ce sens doivent être soutenues. Mais elles auront d'autant plus de chance d'aboutir que la croissance plus rapide de l'économie mondiale permettra à chaque pays d'affecter à cette tâche de solidarité non pas ce qu'il retranchera du niveau de vie de ses habitants — mais une part de l'augmentation plus rapide de sa production.

C'est pourquoi la levée des obstacles que le conservatisme des privilé-

giés oppose au développement économique des pays industrialisés — les structures inadaptées, le régime monétaire créateur de sous-emploi, le manque de planification complète — est une condition du progrès des pays sous-développés.

A simple titre d'exemple, c'est dans la mesure où ce que l'on appelle « excédent » de la production agricole sera affecté à une meilleure nourriture des travailleurs des chantiers de développement d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique du Sud, que le paysan français, européen ou américain, pourra s'engager à fond dans la voie du progrès technique et loin de craindre l'abondance, tout mettre en œuvre pour une production accrue.

En conclusion, il n'existe aucune contradiction entre la nécessité d'un effort propre des pays sous-développés, c'est-à-dire d'une volonté de développement qui donne tout son sens à leur décolonisation — et la construction sur le plan mondial ou régional d'une organisation plus rationnelle de l'économie. Il est logique que ce soit la libération des possibilités de production entravées par des structures et des méthodes dépassées qui puisse correspondre aux aspirations des travailleurs de l'ensemble du monde.

De même, il n'est pas illogique de soutenir que c'est dans la mesure où ils auront acquis leur indépendance économique, que les jeunes Etats pourront lier sans appréhension avec la France des rapports d'autant plus étroits de coopération sinon même d'association qu'ils seront conclus plus librement.

Mais encore une fois tout ceci n'est possible que dans le cadre d'une volonté de progrès.

LE VOTE DU BUDGET ET DES IMPOTS EST RICHE D'ENSEIGNEMENTS :

Dans le courageux anonymat d'un vote à main levée, l'Assemblée Nationale a voté samedi matin et le projet de budget pour 1962 que lui avait soumis six semaines plus tôt le gouvernement, et la « rallonge » (impôts et économies) ajoutée par celui-ci pour couvrir les dépenses supplémentaires dues à la majoration de 2,25 % des traitements des fonctionnaires.

CELA n'a d'ailleurs pas été sans mal : battu une première fois à la Commission des Finances sur les impôts nouveaux, M. Debré a dû menacer de se servir de la question de confiance pour faire voter les députés récalcitrants. C'est d'ailleurs ce qu'attendaient nombre de députés indépendants et M.R.P., qui ne poussaient pas leur hostilité à l'impôt jusqu'à prendre le risque d'un vote de défiance.

L'U.N.R. n'a d'ailleurs pas été longue à triompher; dès le lendemain, sa fédération de la Seine (celle de l'honnête Le Tac et du défenseur de la Presse qu'est de la Malène) déclarait dans une motion : « L'opposition n'ose même pas déposer une motion de censure condamnant l'action du gouvernement. » Voilà qui ira droit au cœur de la S.F.I.O. et des amis de M. Pinay.

Ce qu'a voté l'Assemblée

Qu'a donc voté l'Assemblée Nationale ?

1) Le budget initialement présenté (1), avec des retouches si minces qu'il faut une véritable loupe pour les apercevoir. Jugez plutôt : les crédits de la Communauté ont été réduits de 500.000 NF; ah ! mais...! Un

- Lâcheté du Parlement et peur de l'armée
- Nouvelle impulsion à la hausse des prix

poste du budget militaire a été repoussé... parce que l'Assemblée estime que les adjudants ne sont pas assez payés ! Une partie de la taxe sur la spéculation foncière sera reversée par l'Etat aux communes...

Voilà le genre d'amendements obtenus au budget de 1962 par l'Assemblée Nationale. Cela en dit long sur ses possibilités — ou sa volonté — de contrôler effectivement le pouvoir exécutif. L'U.N.R. a bien tort, assurément, de mettre en parallèle le fonctionnement de la V^e République avec celui des « autres grandes démocraties occidentales ». Car aux Etats-Unis comme en Allemagne, la majorité obtient du gouvernement des concessions budgétaires autres que symboliques.

2) Les impôts nouveaux : Un prélèvement de 1,50 % sur les réserves amassées par les sociétés en franchise d'impôts (rendement : 265 millions de NF); la suppression de l'exonération dont bénéficiait depuis Ramadier l'intérêt perçu par les sociétés pour les Bons du Trésor qu'elles possèdent (rendement : 25 millions de NF).

Les deux votes ont été acquis à une majorité de 290 voix environ (contre 233 la première fois et contre 215 la seconde), le texte final étant adopté à une majorité plus courte : 261 contre 234.

Pourquoi ces impôts et quel va en être l'effet ?

L'amer Michel a voulu « punir » les sociétés à qui il reproche de

ne pas avoir respecté ses consignes concernant les salaires (les fameux « 4 % », devenus, dans les faits, plus de 9 %). En fait, il est certain que bon nombre de sociétés visées vont répercuter dans leurs prix ces impôts supplémentaires, que paiera finalement le consommateur. Ce sera le cas, notamment, de toutes les entreprises subissant peu de concurrence étrangère ou nationale : elles changeront le nom ou le numéro du modèle vendu, majoreront son prix et le tour sera joué.

En fin de compte, le consommateur supportera donc une partie des impôts nouveaux qui s'ajouteront, rappelons-le, aux quelque 300 milliards d'anciens francs d'impôts supplémentaires dont le projet de budget initial (1) prévoyait déjà la perception sur notre dos l'an prochain. Après cela, Debré et consorts regretteront que les prix montent, ou ne baissent pas !

3) Les économies demandées par le gouvernement ont enfin été votées. Mais pas toutes, car l'Assemblée, fidèle à elle-même et aux militaires qui lui ont donné le pouvoir en 1958, a refusé de réduire de 50 millions de NF les crédits militaires pour l'Afrique.

Elle n'a donc voté que 260 millions de NF d'économies dont 60 ne seront connues... que lorsque le gouvernement y aura réfléchi en cours d'année. Parmi le reste (200) figurent des compressions de personnel, une diminution de l'aide à la recherche pétrolière et aux houillères algériennes, une

baisse de la subvention du Commissariat à l'Energie atomique...

Quatre enseignements politiques

Au-delà de ces brouilleries, quatre enseignements se dégagent de ce vote :

● La volonté gouvernementale de dénoncer devant la nation (par le biais des impôts nouveaux) ces salariés du secteur public qui lui causent du « tracassin ».

● La lâcheté du Parlement qui n'ose ni s'y opposer ni en prendre courageusement la responsabilité (l'anonymat du vote permettra à chaque député de dire qu'il a voté contre les impôts).

● La peur du Parlement devant l'armée qui l'amène à refuser des économies sur les budgets militaires, pourtant en augmentation de 46 milliards sur ceux votés un an plus tôt.

● Enfin la politique de Gribouille du gouvernement qui, au moment même où il feint de s'indigner devant la hausse des prix (dont il est déjà en partie responsable), alimente lui-même cette hausse par la création d'impôts nouveaux.

Quand les prix auront encore un peu plus monté, à qui s'en prendra l'amer Michel ? Mais aux salariés, bien sûr, puisque vous savez qu'eux seuls sont responsables de l'inflation renaissante !

M. Rungis

(1) Voir « T. S. », du 14 octobre 1961, N° 71.

La situation sociale

OU EN SOMMES-NOUS ?

Le rapport que j'ai présenté au Comité Politique National concernant la situation sociale et les mouvements récents a donné lieu à une intéressante discussion. Celle-ci a permis de dégager certains enseignements à propos des grèves qui ont eu lieu ces derniers mois.

J'voudrais indiquer tout d'abord que la situation économique se caractérise toujours par la poursuite de l'expansion, marquée toutefois d'un léger ralentissement. Certaines branches connaissent des difficultés ou sont susceptibles d'en connaître : textile, automobile, appareils ménagers. Cependant, d'une façon générale, le plein-emploi est réalisé; dans le secteur privé, l'offre l'emporte sur la demande en ce qui concerne la main-d'œuvre, au moins la main-d'œuvre qualifiée. Cette situation a contribué — avec la pression syndicale — à la hausse des salaires dans le secteur privé, alors que les rémunérations des travailleurs du secteur public étaient « tenues en laisse », conformément aux fameuses recommandations de M. Debré au patronat. On comprend dès lors l'ampleur des grèves dans les entreprises nationalisées. Voilà pour le panorama général.

Il faudrait ajouter toutefois que le gouvernement s'est montré incapable de tenir les prix, ce qui alimente les revendications aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, ce qui crée également une situation tragique pour les vieux travailleurs en faveur desquels il serait urgent de faire quelque chose.

Les jeunes qui se voient refuser l'entrée des centres d'apprentissage n'ont pas lieu non plus de louer le régime actuel. La misère de l'enseignement technique, qui fait peser une lourde hypothèque sur l'avenir de ces jeunes, est une des hontes de la France gaulliste. Il est vrai que les princes qui nous gouvernent pensent que la formation professionnelle doit interve-

nir essentiellement au sein de l'entreprise — ce qui nous ramène à des conceptions fort anciennes. En dehors même des critiques que peuvent susciter ces conceptions, sur un plan humaniste, on peut se demander si la main-d'œuvre ainsi formée trouvera facilement à s'employer sur le marché du travail où les industries modernes exigent un personnel ayant, en plus de sa spécialisation, des connaissances générales.

En ce qui concerne les grèves, le conflit Peugeot a été évoqué au C.P.N. Rappelons qu'il s'agit d'un conflit dur : à la suite de grèves tournantes, la fermeture de certains ateliers a entraîné des incidents. La direction a réagi en procédant au licenciement de plusieurs dizaines d'ouvriers, en particulier des délégués C.G.T. et C.F.T.C. (parmi lesquels un de nos camarades). La fédération P.S.U. du Doubs est intervenue auprès des pouvoirs publics en faveur des licenciés. Certains d'entre eux ont été réintégrés.

Peugeot, usine à haute productivité, est passée de la politique néo-capitaliste suivie ces dernières années à une politique de répression. Certes, les salaires y sont élevés, mais le fait que l'entreprise draine la main-d'œuvre de la région contribue à la hausse du coût de la vie et à la limitation du pouvoir d'achat : augmentation du prix des loyers, etc...

Le patronat répond aux revendications syndicales en faisant état de la nécessité de ne pas alourdir les prix de revient pour faire face à la concurrence. Cela pose la question de la planification d'une branche comme l'automobile en fonction des débouchés et de l'organisation générale de l'économie.

Par ailleurs, le problème des cadences (qui a mis le feu aux poudres) est également posé. L'élevation de la productivité doit être recherchée moins dans une intensification du travail que dans une amélioration des méthodes de production. Les syndicats doivent avoir une attitude positive sur ce point.

Pour ce qui est des grèves du sec-

teur public, il importe de souligner que celles-ci constituent pour le régime une soupape de sûreté. Le gouvernement n'a pas usé de la réquisition, ce qui a facilité la participation des cadres au mouvement. Ils ont joué un rôle important dans les grèves de l'E.G.F., mais non dans celles de la S.N.C.F. La constatation de cette prise de conscience des cadres doit peut-être s'accompagner de réserves, si l'on songe aux sympathies qu'ont certains dirigeants de la C.G.C. pour les ultras (lesquels n'ont jamais été aussi favorables aux grèves).

D'autre part, il faut veiller à ce que la situation faite actuellement aux travailleurs des entreprises nationalisées, par rapport à celle de leurs camarades du secteur privé, ne débouche pas sur une critique réactionnaire des nationalisations. Il faut poser le problème de la gestion de ces entreprises en liaison avec la planification de l'ensemble de l'économie.

A cet égard, l'autonomie de gestion semble particulièrement souhaitable aux agents de l'E.G.F. car la situation financière de l'entreprise permettrait, sans les interdictions gouvernementales, de satisfaire leurs revendications. Il convient de faire observer à ce sujet que l'étatisation de fait des entreprises nationalisées a conduit à vider de leur substance les pouvoirs des conseils d'administration — où les représentants syndicaux sont, par ailleurs, très minoritaires. Une réforme de ces conseils s'impose donc. A mon sens, ils devraient comprendre un tiers seulement de représentants de l'Etat, les deux autres tiers devant être constitués par les dirigeants de l'entreprise et par les délégués des syndicats. Cependant, le problème de la gestion ouvrière demeure posé à tous les échelons et dans tous les secteurs. Nous devons l'aborder dans un esprit réaliste et non selon des schémas illusoire qui voudraient faire du personnel de l'entreprise son gérant exclusif.

Sur le plan économique et financier, le rétrécissement de nos débouchés extérieurs est probable. Dans ces conditions, le moteur de l'expansion ne de-

vrait plus être constitué principalement par les exportations mais par le pouvoir d'achat intérieur qui doit être élevé. Or le gouvernement s'accroche à une impasse budgétaire de 700 milliards que l'accroissement des recettes fiscales rend d'ailleurs plus théorique que réelle. Il est vrai qu'il peut tenter ainsi de rendre impopulaires les grèves du secteur public en finançant par de nouveaux impôts les maigres satisfactions accordées jusqu'ici aux travailleurs du secteur qu'il contrôle. La situation économique et financière permet de satisfaire les revendications et n'exige pas le respect d'une impasse évaluée une fois pour toutes à 700 milliards. L'analyse globale de la situation économique et financière doit contribuer à l'adoption d'une stratégie syndicale en matière de salaires. Sans doute cette analyse pourrait conduire en certaines circonstances à modérer les revendications. Cependant, le refus d'un tel effort, de la part des syndicalistes, les rendrait en définitive très vulnérables aux arguments des techniciens les plus conservateurs, lorsqu'ils seraient amenés à des prises de position au sein des organismes officiels.

Sur le plan politique, il convient de souligner que le réveil de la combativité ouvrière en matière de revendications ne s'accompagne pas d'une prise de conscience suffisante en ce qui concerne la guerre d'Algérie et le danger fasciste. Parallèlement, les syndicats fréquemment unis dans l'action revendicative demeurent divisés lorsqu'il s'agit de mener la lutte pour la paix et contre l'O.A.S. (et cela malgré des prises de position à peu près identiques sur le fond du problème).

La nécessité pour le P.S.U. de maintenir le dialogue avec les syndicats ne doit pas conduire à une absence de critiques de notre part, notamment à l'égard du danger corporatiste (qui menacera toujours les organisations syndicales). Une telle attitude nous ferait, en effet, verser dans l'opportunisme.

M. Combes

DATES A RETENIR

BREST ET CONCARNEAU

Edouard Drepreux tiendra deux meetings à :

- BREST, le vendredi 8 décembre, salle du Nouveau Théâtre, à 20 h. 30 et
- CONCARNEAU, le samedi 9, à 20 h. 30.

MAISONS-ALFORT

Jean Poperen, du Bureau National, fera un exposé sur l'action du P.S.U. et le Front Socialiste, le vendredi 15 décembre, à 21 heures, à la mairie de Maisons-Alfort, 118, rue Jean-Jaurès.

Tous les camarades des sections voisines et les sympathisants sont cordialement invités.

Un Centre d'Études Socialistes à Saint-Étienne

Des militants syndicalistes et politiques, soucieux de lutter contre l'apolitisme qui profite à la réaction, ont décidé de créer un Centre d'Études Socialistes. Leur but est de redonner un sens à l'option socialiste dans le monde moderne. Les réunions qui auront lieu à la Bourse du Travail seront soit des séances d'études, soit des conférences-débats.

A titre d'exemple, voici le calendrier des prochaines réunions :

- 15-12-61 : Structures économiques et planification.
 - 12-1-62 : Classes sociales et front socialiste.
 - 2-2-62 : Les syndicats.
 - 16-2-62 : Le Marché Commun et les problèmes de l'Europe (conférence).
 - 2-3-62 : Le syndicalisme et la vie politique.
 - 16-3-62 : Le Tiers-Monde (conférence).
 - 6-4-62 : L'éducation populaire et la Cinquième République.
 - 4-5-62 : Les partis politiques en France.
 - 25-5-62 : Les partis politiques en France.
 - 8-6-62 : L'idée de socialisme (conférence).
- Pour toute communication, s'adresser à : M. PIERRE, Centre d'Études Socialistes, 93, rue Richelardièrre, SAINT-ETIENNE (Loire).

Appel de la Commission agricole aux Fédérations

Le secrétariat administratif du Parti a adressé, le 13 novembre, à tous les secrétaires de fédérations un questionnaire rédigé par le secrétariat de la Commission nationale agricole concernant l'activité agricole des fédérations.

A ce jour, dix-sept fédérations seulement ont répondu : la Haute-Marne, l'Aube, le Maine-et-Loire, le Morbihan, le Tarn-et-Garonne, le Finistère, la Moselle, les Basses-Alpes, le Calvados, le Haut-Rhin, le Loiret, la Charente, les Basses-Pyrénées la Creuse, la Marne et la Dordogne.

La Commission nationale agricole insiste pour que les fédérations renvoient le questionnaire rempli d'ici le 15 décembre.

Adresser les réponses directement à Serge Mallet, 52, rue Fondary, Paris-15°.

La brochure du groupe de travail "Habitat" du P.S.U.

Ce document vient d'être réédité (16 pages imprimées format 21 x 27)

- 0,50 NF l'exemplaire
- 0,40 NF à partir de 20
- C.C.P. Tribune Socialiste
- 5826-65 Paris
- 54, bd Garibaldi, Paris-15°
- (Paiement à la commande)

ÉLECTIONS DANS L'AUDE

Une élection partielle au Conseil général a eu lieu dans l'Aude, dans le canton de Mouthoumet, le dimanche 3 décembre.

Les résultats ont été les suivants :

S.F.I.O.	594 voix
P.C.	211 —
P.S.U.	185 —

Il convient de noter que le candidat S.F.I.O., qui a été élu, bien que n'ayant aucun concurrent à droite, recule, par rapport aux élections de 1958, de 846 voix à 594. Le candidat P.S.U. a obtenu 18,68 % des suffrages exprimés.

Pyrénées-Orientales : LE P.S.U. ET SON ACTION AU SEIN DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE DÉFENSE RÉPUBLICAINE

La participation de notre Fédération P.S.U. au Comité Départemental de Défense Républicaine des Pyrénées-Orientales pouvait à l'origine apparaître plus théorique qu'active.

Dès les premières conversations pour établir un plan d'action pour la défense de nos libertés, nous avons, en accord avec les autres organisations syndicales ou politiques tenu à susciter le mouvement en prenant des initiatives. Nous avons ainsi pu contacter, dans certains villages visités des socialistes soit S.F.I.O., soit inorganisés. La plupart étant des jeunes ou des moins jeunes qui désabusés ou trompés restaient chez eux.

Nous les avons d'abord amenés à lutter avec nous pour les deux objectifs les plus urgents :

- la fin de la guerre d'Algérie,
- la défense de nos libertés menacées.

Leur adhésion au sein des comités locaux de défense républicaine a été un premier pas puisque nous avons réveillé leur civisme. La nécessité de continuer à déléguer des camarades de la Fédération devenait un impératif sérieux. C'est pourquoi nous participons depuis plusieurs semaines à des réunions (dans les localités environnant Perpignan) pour la paix et pour la sauvegarde de nos libertés.

Une Section constituée à LE SOLER

Si notre activité a été payante pour le Comité elle l'a été aussi pour notre Parti. A Le Soler notamment, notre camarade Jean Ribalta, secrétaire de la section de Perpignan, parla aux côtés de représentants de la F.E.N., de la Ligue des Droits de l'Homme et du P.C. A l'issue de la réunion notre ami eut l'agréable surprise d'être interpellé par des auditeurs qui lui demandèrent de venir constituer une section P.S.U., forte aujourd'hui de 8 membres, ce qui est prometteur pour une si petite agglomération.

Tout dernièrement à Elne, notre camarade René Chauvet, secrétaire fédéral du P.S.U., parlait au nom du Comité Départemental de Défense Républicaine devant une centaine de personnes. Il brossa un tableau de la situation politique actuelle. Il fustigea les faiblesses, voire les complaisances gouvernementales à l'égard des plastificateurs de l'O.A.S. Il adressa un appel à l'union de tous les hommes de gauche sans exclusive pour barrer la route au fascisme.

S'adressant plus particulièrement aux radicaux sincères et aux socialistes hésitants le camarade Alteza qui parlait au nom du Parti insista sur la nécessité de ne plus attendre pour rejoindre les rangs de ceux qui font face aux menées factieuses. Deux socialistes ont immédiatement après donné leur adhésion au Comité de Défense Républicaine. Tout nous permet d'espérer que ces camarades avec qui rendez-vous a été pris viendront rejoindre nos rangs et formeront à Elne un embryon de section P.S.U.

Indépendamment de cette action le Bureau Fédéral va organiser à travers nos villages une série de réunions. Il appelle tous les roussillonnais lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE à se joindre à nous en adhérant au P.S.U. Il appelle ses militants à s'engager, comme le font déjà certains, avec dynamisme, dans le combat pour la paix, pour l'émancipation des hommes et pour plus de justice sociale.

Noël Alteza

Pierre Mendès France à Beauvais

Notre camarade Pierre Mendès France a reçu un accueil chaleureux de l'Oise, lors de sa venue à Beauvais à la fin du mois de novembre.

L'ancien Président du Conseil eut, dans le courant de l'après-midi, des entretiens successifs avec des délégations de la S.F.I.O., du Parti Radical, de la G.G.T.-F.O., de la F.E.N., de la C.F.T.C. (le P.C. et la C.G.T. déclinèrent l'invitation qui leur avait été lancée, arguant entre autres choses du fait qu'ils ne pratiquent pas le culte de la personnalité). Parmi les membres des délégations syndicales, beaucoup de nos camarades P.S.U. militants syndicalistes très actifs.

En fin d'après-midi eut lieu la réunion réservée aux camarades du P.S.U. Berthe Fouchère, secrétaire fédérale de l'Oise, remercia de sa venue Pierre Mendès France. Celui-ci répondit alors aux questions qui lui furent posées touchant l'actualité et les solutions préconisées par notre Parti aux divers problèmes que nous avons à résoudre, et développa les thèses du P.S.U. Il conclut en insistant sur cette idée que l'exercice de la démocratie au sein du Parti se définissait notamment par une franche discussion à tous les échelons, mais que nos efforts devaient, une fois un programme et une doctrine définis, être tournés vers l'extérieur, pour les faire prévaloir.

Le soir, dans le plus grand calme, à la salle du Théâtre Provisoire, un public de plus de 1.000 personnes, venues de tout le département, se pressa pour l'entendre, sous l'égide de la section de Beauvais et de la Fédération de l'Oise du P.S.U.

Pierre Mendès-France développa alors les thèmes de sa conférence de presse : préconisant la constitution d'un gouvernement de transition de durée limitée, gouvernement non d'Union nationale mais de mouvement, et soutenu par les masses et l'opinion, qui ferait la paix en Algérie par l'indépendance et préparerait l'instauration d'un Etat où seraient effectives la démocratie politique et la démocratie économique. Répondant à des contradicteurs, il précisa que, dans la lutte contre le fascisme, la nécessité d'une action unie sans exclusive était évidente ; il dit enfin que de véritables démocrates devaient s'efforcer de susciter un réveil de l'opinion publique, mais qu'il ne pouvait en aucune manière être question de faire le bonheur du pays malgré lui et sans qu'il se fût prononcé d'abord.

Cette réunion, que quelques fascistes auraient bien voulu troubler (ils partirent sans avoir rien osé), fut donc un plein succès, et témoigna de l'influence grandissante du P.S.U. dans l'Oise. Ajoutons, pour conclure, que la venue de Pierre Mendès-France à Beauvais a valu immédiatement de nouvelles adhésions à notre Fédération de l'Oise, ce qui vaut tous les commentaires.

Bonne réunion publique à Valenciennes

C'est devant 200 personnes environ que s'est déroulée la réunion publique organisée par la section de Valenciennes, le 30 novembre, à la salle Clothom. Avec Edouard Drepreux, avaient pris place à la tribune Félix Lecot, Philippe Lecot, Louis Pigot, Holotte, de la section de Lille, et le secrétaire de la section, J. Pomart, qui ouvrit la séance et présenta les orateurs. Bernard Smagg représentait la C.E. fédérale du Nord.

Holotte, en tant que syndicaliste, parla des relations Partis-Syndicats, telles que les voit le P.S.U. Ensuite, Ed. Drepreux exposa les diverses positions du Parti face à la situation actuelle. Chaleureusement applaudi, il répondit ensuite aux diverses questions en profitant pour mettre au point nos positions vis-à-vis du P.C. et de la S.F.I.O.

B. Smagg, au nom de la Fédération, devait conclure en appelant aux adhésions, aux abonnements à Tribune. Quelques abonnements furent souscrits.

En résumé, une excellente soirée qui pose davantage le Parti dans la région et montre que le P.S.U. intéresse même là où nous ne sommes pas très développés. Un encouragement certain pour la section de Valenciennes qui se promet de ne pas s'arrêter en si bon chemin.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

A adresser :

P.S.U., 8, rue Henner, Paris-IX'

Campagne Solidarité

LE NOËL DES EMPRISONNÉS

La campagne « NOËL DES EMPRISONNÉS » a bien démarré.

Une lettre, parmi d'autres, le prouve :

« C'est avec joie que je ferai partie du mouvement de solidarité à l'égard des détenus Algériens, et plus particulièrement à l'occasion des fêtes de fin d'année. Je viens d'effectuer un an de service militaire à Bou-Saada et... j'ai noué là-bas des amitiés inaltérables avec l'élite mulsumane... Je suis de tout cœur avec vous pour cet élan de fraternité. Les Algériens (du moins ceux du bled) aiment les métropolitains. Ne les décevons pas. Montrons leur ce vrai visage de la France auquel ils veulent bien croire encore, malgré sept ans de terreur. Amitiés ».

L'initiative d'une section P.S.U. le montre :

« La XIV^e section envisage de consacrer son prochain bulletin à la solidarité, au moins dans la majorité de sa surface. Nous avons notamment l'intention de donner un large écho, à notre échelle, à l'initiative de la commission nationale de solidarité concernant le Noël des Emprisonnés... »

Si tous les sympathisants, tous les militants, toutes les sections du Parti le veulent, la campagne NOËL DES EMPRISONNÉS sera un succès. Un succès de la solidarité ouvrière, contre le racisme et le fascisme.

Multipliez les initiatives, les listes de souscription, les appels dans la presse locale...

● Adresser d'urgence vos versements à :

Louis HOUEVILLE
47, rue Hoche
MONTREUIL-sous-BOIS (Seine)
C.C.P. PARIS 10.862 26

L'appel « POUR LE NOËL DES EMPRISONNÉS » publié voici quinze jours dans T.S. a été tiré sous forme de lettre. Il est à la disposition des sections pour être adressé aux sympathisants.

Nous tenons à préciser que la lettre que nous avons publiée dans notre dernier numéro (« Une réponse parmi d'autres », en page 3) annonçant l'adhésion au P.S.U. d'un militant S.F.I.O., nous était adressée par notre camarade Fouliron, de Sultz (Haut-Rhin).

"C.E.S." PROGRAMME

INITIATION ECONOMIQUE

par M. RUNGIS

17, rue de Chaligny
Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)
20 h. 30● Mardi 12 décembre :
Qu'est-ce que le Socialisme dans l'Economie.

COURS SUPÉRIEUR

A 20 h. 45, Salle des Conférences
44, rue de Rennes, Paris VI^e
(M^o St-Germain-des-Près)

LES THEORIES DE L'ETAT

● Mercredi 13 décembre :
Dynamique du pouvoir (G. La-passade).● Mercredi 20 décembre :
Les théories de l'Etat à la lumière des faits (P. Naville).

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ETAT

● Mardi 19 décembre :
Apparition des institutions supranationales (A. Savary).

Les Criminels et Temps sans pitié

(deux films de Joseph Losey)

HORS les critiques et quelques amateurs, qui connaît dans le grand public Joseph Losey ? De lui, je n'ai vu que Temps sans pitié et Les Criminels. Il paraît d'emblée qu'avec la plus stricte économie de ses moyens, Losey donne l'expression la plus puissante de la force contrainte, de la violence irrésistible de la vie, dans un monde trop poli et trop policé, dans un monde artificiel. Dès les premières images, il saisit, subjugué ; son pouvoir de suggestion vous entraîne, vous fait complice de la société ou du milieu qu'il a choisi pour son action. Il vous rend solidaire de chacun de ses personnages, de l'assassin comme de sa victime.

Dans Temps sans pitié, un homme qui sort d'une clinique de désintoxi-

fin, on le voit à genoux pleurant dans le giron de sa femme, cela paraît très naturel. Les personnages de Losey sont contraints par la société, mais subissent aussi leur « devenir » biologique. A cet égard, le choix et la direction des acteurs sont remarquables. Les comparses ont aussi un passé qui les a marqués et qui s'exprime dans le moindre geste. On imagine mal un de ses acteurs dans un autre rôle, dans un autre film. Losey fait preuve de beaucoup de psychologie et d'une connaissance profonde de la vie. Dans le cadre du film policier, avec le « suspense » et tous les ingrédients du genre, il nous restitue la vie et, si je puis dire, une vie plus vraie que nature qui se manifeste intensément dans chaque plan. C'est pourquoi ses dévoyés, ses durs sont



(Rank Ld.)

Une vue des « Criminels » : la révolte des prisonniers.

cation, apprend, quelques heures seulement avant l'exécution, que son fils a été condamné à mort. Quoique de nombreuses recherches et enquêtes aient fondé le jugement, il ne veut pas accepter une culpabilité qui serait aussi la sienne : durant son enfance, le condamné ne connaît de son père que ses visages d'alcoolique. Un homme seul que sa responsabilité accable, que le temps presse et que les évasions de l'alcool tentent à chaque pas ; cet homme contre tous va essayer de prouver que son fils n'est pas un assassin. Il doit vaincre en quelques heures, l'indifférence, la frivolité ou la cupidité de ceux que son fils a fréquentés ; vaincre la lâcheté de ses amis et connaissances. Il se heurte aussi à l'administration, cet énorme cloporte qui défend par inertie la quiétude de ceux qui ont le pouvoir. Cet homme faible doit encore éprouver dans les entrevues qu'on lui accorde enfin, la défiance et le mépris du condamné, et lutter contre le scepticisme de son avocat. Mais la société est inévitable, il n'aura bientôt d'autre moyen de sauver son fils et d'en prouver l'innocence, que le suicide.

Joseph Losey révèle les sentiments troubles, les passions qui animent les individus, avec leurs relations complexes, par des images heurtées, violentes, qui imposent une présence, une vie désespérée, haletante. Celles qu'il projette, du vrai coupable, sont inoubliables. Cet industriel tout puissant peut en effet tout maîtriser, sauf lui-même. Sa démarche, son regard, l'expression de sa voix, chacun de ses gestes, affirment une nature qui le porte à l'excès ; et lorsqu'à la

si proches de nous. Ils ne sont pas tout à fait méchants, mais rarement bons. A la différence des braves gens qui vont voir le dernier « Hitchcock » (les films policiers ont quelque chose de salutaire), Les Criminels de Losey et de « France-soir » agissent parce qu'ils sont encore un peu naïfs ; physiquement trop forts pour supporter la loi commune et ses contraintes, ils sont moralement trop faibles pour résister à leurs désirs, à leurs passions. Mais comme nous, ils dorment mal et toutes les makadies du corps et de l'esprit marquent leur visage ; comme nous, mais en prenant des risques, ils essaient de gagner la meilleure vie possible dans un monde qui n'est plus à leur mesure. A l'instant suprême, ils sont pareils à des enfants.

Joseph Losey ne s'attarde pas sur ses personnages, il lui suffit d'une répartie, d'un cri, d'un geste, pour les définir, les intégrer dans la durée passé-avenir ; pour les imposer à la mémoire et les faire vivre encore hors du film. Les tranches de vie qu'il projette se succèdent à une vitesse folle et le rythme, dans Les Criminels, est soutenu jusqu'à la fin. C'est d'une prodigieuse efficacité et cela ne paraît jamais artificiel. La sobriété dans l'emploi des techniques lui permet une progression rigoureuse et rapide. Ses dons sont évidents et son talent est assez puissant pour vous faire oublier la caméra et son entourage, la salle et ses spectateurs : pendant plus d'une heure, les hommes véritables vivent sur l'écran. Losey n'a pas encore la renommée qu'il mérite : à notre époque, on n'est pas impunément un grand cinéaste ; et la scène finale des Criminels est sans doute trop significative où l'on voit le « dur », blessé à mort, réciter dans les bras de son complice une prière de premier communiant, tandis que l'autre, qui est aussi son assassin, lui répète comme une berceuse : « Dis-moi, J... où as-tu caché l'argent... Mon petit J... où est l'argent... »

La croyance mythique et l'argent ! Ces deux mobiles qui agitent les hommes qui veulent échapper à leur destin, ou l'oublier, sont toujours sacrés.

Max Gauthier

Le bossu de Rome l'île nue

VOICI deux films dont l'un a été abimé par la critique, après l'avoir été par la censure — c'est le film italien ; et dont l'autre, couronné à Moscou, est présenté et reçu comme un authentique chef-d'œuvre.

Or, Le Bossu de Rome, malgré les mutilations subies, reste un excellent film. Carlo Lizzani, réalisateur communiste italien, auteur d'ouvrages historiques et critiques sur le cinéma, réalisateur du très beau film La chronique des pauvres amants, s'est penché avec tendresse sur un personnage qui a réellement existé à Rome en 1943, le Bossu, d'abord chef de partisans (à dix-neuf ans) qui, après l'arrivée des Américains, refusa de rendre ses armes et poursuivit quelque temps une carrière de bandit qu'il voulut d'honneur. Cette adolescence brûlante, cette révolte à l'état pur, inutile de dire que le communiste Lizzani ne l'approuve pas ; mais il la comprend, l'explique, et peint le Bossu avec tendresse et peut-être un peu de nostalgie. Il a réalisé son film en s'inspirant des chroniques biographiques américaines, des films racontant la vie de gangsters célèbres ; il a su donner à son histoire la violence et la tendresse nécessaire pour emporter notre conviction. Dommage que sept coupures importantes nuisent à cet excellent film.

L'île Nue, par contre, me semble une gigantesque imposture. Comment, l'on nous présente comme un chef-d'œuvre cette histoire qui nous peint la vie, attachée à la terre, d'un couple de paysans japonais — vie qui, nous suggère-t-on, a sa grandeur si elle s'insère harmonieusement dans le grand rythme de la Nature ! Cette vie d'abrutis, de norias humaines (l'es-

sentiel de leur activité consiste à porter de l'eau aux plantes) a ses durs moments, par exemple quand le petit garçon meurt (on a droit à toutes les scènes les plus raccrocheuses qui soient, larmes de la mère, et ne pas oublier l'enterrement à contre-jour S.V.P.!) mais la révolte est vaine, et ce qu'il faut, c'est assumer calmement ce destin. Rien, pas un seul instant, il nous est suggéré que le sort de ces pauvres gens pourrait changer de quelque manière — qu'ils pourraient par exemple avoir une citerne pour recueillir l'eau de pluie — tout est fait pour nous donner l'impression que nous sommes en face d'espèces d'animaux, dont le mieux qu'ils ont à faire est de se résigner et de vivre au Grand Rythme des Saisons. Comme, de plus, l'histoire est ennuyeuse, et que la photographie, visant à l'« effet artistique » sans arrêt, n'est même pas capable de faire un contre-jour sans aveugler la pellicule avec le soleil, je ne vois vraiment pas de quoi crier au chef-d'œuvre. Le film a été primé à Moscou, me dites-vous ? C'est à en devenir Chinois.

Marcel Ranchal

FLORIDE

Semaine du 6 au 12 décembre

LA MORT D'UN CYCLISTE

(Bardem)

SOMMARLEK

(Ingmar Bergman)

« Monsieur Toussaint »

EN même temps que paraît cette pièce de théâtre d'Edouard Glissant consacrée à Toussaint Louverture, un décret d'expulsion interdit à l'auteur de demeurer chez lui à Haïti. Il est de ces coïncidences... Par delà deux siècles et demi, la V^e République rejoint l'Empire : le général donne la main au petit caporal. Il n'envoie certes pas Glissant au Fort de Joux où mourut Louverture. Il y en a eu d'autres. Tandis qu'à l'est de la grande île, la « détrujuillisation » amorcée en république dominicaine dépasse les limites permises par les Etats-Unis.

« Monsieur Toussaint », donc, évoque l'épopée de l'émancipateur de Saint-Domingue, Toussaint Louverture. Esclave noir, il mena l'insurrection haïtienne de 1796 à 1802. Et mourut en France, en prison, au fort de Joux. Dans sa préface Glissant fait allusion à l'excellent ouvrage de C.L.R. James, « Les Jacobins noirs ». C.L.R. James y indique que, selon lui, Louverture coupé du peuple ne sut mener la Révolution jusqu'à son terme et qu'en réalité le rôle de Dessalines fut plus important : ce fut lui qui proclama l'indépendance. Glissant préfère la thèse d'Aimé Césaire, un Louverture conscient de ces limites à son influence. Et renonçant presque volontairement à l'aboutissement, s'offrant en tribut à la révolution.

« Monsieur Toussaint », œuvre littéraire quoique inspirée largement et fondamentalement de l'histoire propose une vision non réaliste de la révolution. Les morts y côtoient les vivants, échangeant leurs leçons, réglant leurs comptes. Héros, ils commenteront leurs actes.

Certains lecteurs seront surpris — mémoire défaillante ou lacune « culturelle » — de découvrir l'existence d'un corps expéditionnaire esclavagiste venu, au nom de la Révolution française parler un langage fort éloigné des grands principes humanistes. Ren-



(Roger Viollet)

TOUSSAINT LOUVERTURE

voyons-les aux « Jacobins noirs ». Ils découvriront un aspect peu glorieux de notre passé, des ancêtres « pacificateurs » ignorés.

Excellent écrivain, Edouard Glissant établit outre deux plans de « temps » vécu par Toussaint Louverture — l'île, la prison — des gradations dans le langage des personnages. Ronflante et embellie dans la phraséologie consulaire, fleurie et imagée, la langue des protagonistes de « Monsieur Toussaint » nous donne des indications utiles sur leur état, et les replace historiquement.

Quelle troupe jouera « Monsieur Toussaint » à Paris en attendant Port-au-Prince ? (sans allusion)...

Emile Copfermann

(Aux Editions du Seuil).

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin · ODE 15-04

Semaine du 6 au 12 décembre

CE SOIR OU JAMAIS

Ouverture vers la négociation Est-Ouest

UNE bonne nouvelle !
Le président des Etats-Unis et le premier ministre britannique se rencontreront aux Bermudes les 21 et 22 décembre. Ils s'entreprendront du problème Est-Ouest. Il semble qu'ils n'associeront pas même leurs ministres des Affaires étrangères à leur conversation.

Certes, nous sommes là en plein dans la diplomatie secrète que nous avons toujours combattue. Mais dans les circonstances présentes, le problème de la diplomatie se pose autrement qu'avant la dernière guerre et aussitôt après la fin des hostilités. La diplomatie des conférences publiques n'a pas donné de résultats satisfaisants. Dans le monde divisé en blocs antagonistes, ces conférences se transforment en réunions de propagande. Pour l'éviter, il est nécessaire de préparer leurs travaux par des rencontres et même par des accords préalables.

L'entrevue des Bermudes a d'ailleurs aussi le sens d'un avertissement. Les deux hommes d'Etat qui portent les responsabilités principales dans la politique du bloc occidental ont compris enfin qu'ils doivent briser la résistance passive du chancelier allemand et le sabotage hautain du général-président français.

Kennedy et MacMillan sont convaincus de la nécessité de s'entendre avec Khrouchtchev. Kennedy a, certes, son franc parler. Il l'a démontré dans l'interview accordée au genre de Khrouchtchev, publiée dans les *Izvestia*. Mais tout en critiquant la politique de l'U.R.S.S. le président des Etats-Unis s'est prononcé catégoriquement contre l'armement nucléaire de l'Allemagne sous quelque forme que se soit. Il s'est déclaré prêt à négocier un arrangement sur Berlin sans le subordonner au règlement général du problème allemand. Bref, il a manifesté sa volonté de protéger Berlin-Ouest sans poser d'une façon ultimative des conditions inacceptables pour l'U.R.S.S.

On peut négocier

sans la France

MacMillan est certainement d'accord avec Kennedy sur le but à atteindre. Tous les deux doivent cependant s'entendre également sur les moyens. La première question qui se pose est donc celle de la France.

Celle-ci n'a pas fait partie du groupe des Trois Grands, vainqueurs de l'Allemagne. Elle n'a été représentée ni à Téhéran, en 1943, ni à Yalta en 1945, ni à Potsdam (après la fin des hostilités). C'est assez normal, étant donné que Pétain avait conclu en son nom une armistice avec Hitler. C'est également très compréhensible, vu les forces, relativement très faibles, que la « France Libre » et la France libérée ont pu envoyer sur le champ de bataille.

Cependant, la France a été admise parmi les « Grands vainqueurs », mais après la conférence de Potsdam. Par conséquent, si le général de Gaulle continue à s'opposer à tout règlement pacifique, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. peuvent très bien conclure un nouvel accord sur Berlin sans la participation de la France.

Nous aurions préféré naturellement que notre pays ne soit pas absent d'une entente Est-Ouest, surtout à un moment aussi décisif. Mais nous mettons la paix au-dessus des sentiments d'amour-propre national. Nous le faisons avec d'autant plus de force du moment que le chef de l'Etat — véritable monarque absolu — ne consulte pas le pays sur la politique à suivre et s'engage délibérément dans la voie de la guerre.

Si l'Allemagne

s'obstine...

Quant à l'Allemagne, elle n'est pas partie prenante, juridiquement parlant. Aussi longtemps qu'un traité de

paix en bonne et due forme ne sera pas conclu entre les vainqueurs et elle, il appartient aux premiers de résoudre les litiges nés de la guerre et d'exécuter et de faire exécuter les accords entre les vainqueurs.

L'appartenance de l'Allemagne à l'O.T.A.N. ne change nullement sa situation de vaincu, aux yeux de l'U.R.S.S. Puisqu'elle ne veut pas aider les vainqueurs à régler le problème de Berlin tel qu'il se présente actuellement sans provoquer de nouvelle guerre, elle est obligée de subir leurs décisions.

Si j'interprète justement les intentions de Kennedy et de MacMillan, leur rencontre des Bermudes doit leur permettre de sortir de l'impasse. Ils mettront, du moins je l'espère, de Gaulle et Adenauer en demeure de renoncer à leur politique de catastrophes. Ci ces deux politiciens rusés

les décisions prises (et exécutées) de faire exploser dans l'atmosphère des bombes nucléaires.

Il s'est déclaré cependant prêt à rechercher une entente avec l'U.R.S.S. afin d'améliorer les relations Est-Ouest. Il a préconisé notamment un accord de non-agression entre l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie (en réalité c'est là une proposition formulée par Molotov en 1955).

La réponse de Khrouchtchev n'est venue que huit jours après. Elle a paru, sous la forme d'un éditorial non signé du même journal.

On sait que les Soviétiques ne publient que très rarement des textes comme celui de Kennedy. Ils prétendent que les populations soviétiques sont suffisamment au courant des affaires internationales pour n'avoir pas besoin de lire la prose occidentale. Ils ajoutent que la liberté de l'information

de l'Est. Khrouchtchev maintient la thèse des « voies d'accès libres », garanties par un accord.

Mais tout cela ne justifie pas le ton hargneux, agressif, à peine poli de cette réponse à Kennedy. Cela justifie encore moins la méfiance à l'égard du Président des Etats-Unis, et de la sincérité de ses déclarations concernant le non-armement nucléaire de l'Allemagne et l'éventualité d'un accord de non-agression entre les deux blocs militaires.

Le ton de la réponse et les insinuations malveillantes ne cadrent pas avec l'amabilité et la cordialité que le genre de Khrouchtchev a manifestées à Washington lorsqu'il a été interviewé à son tour par les journalistes américains.

Cette contradiction est d'autant plus surprenante qu'en même temps, Gomulka, secrétaire général du P.C. de Pologne, s'est déclaré optimiste en ce qui concerne l'éventuelle entente entre les deux « K » à propos de Berlin.

On a l'impression que malgré la victoire remportée par Khrouchtchev au XXIIe Congrès, la situation en U.R.S.S. n'est pas stabilisée. Est-ce l'ampleur de la déstalinisation qu'il n'avait pas prévue, qui l'inquiète ? Est-ce une pression des chefs militaires, à laquelle il se voit obligé de céder de temps en temps ? Est-ce une pression extérieure, des Chinois et autres Albanais, qui l'oblige à « louvoyer » ?

Le bruit court que, cédant aux instances de la Chine, Khrouchtchev aurait accepté l'éventualité d'une nouvelle « conférence des 81 partis communistes » pour essayer de régler le conflit Moscou - Tirana.

Si c'est exact, on peut comprendre les hésitations et la hargne de « K » dans l'affaire de l'interview.

Mais alors, la situation internationale peut encore une fois se tendre.

Et cela d'autant plus que les Etats-Unis viennent de procéder à une explosion nucléaire.

On pouvait le prévoir après les trente explosions soviétiques dans l'atmosphère, il est difficile de reprocher aux Américains une explosion atomique souterraine. Il n'empêche que Moscou en profitera, malgré sa situation délicate dans la question.

C'est pourquoi les Etats-Unis auraient dû, étant donné la situation et les possibilités d'une entente avec l'U.R.S.S. sur Berlin, s'abstenir de cette expérience. Ils favorisent ainsi les éléments belliqueux dans le camp communiste.

Le Parti Communiste

de l'Inde

contre la Chine

Le Parlement de l'Inde a voté, à l'unanimité, un ordre du jour présenté par Nehru, stigmatisant sévèrement la Chine.

Il s'agit des agressions continuelles des troupes chinoises sur les frontières de l'Inde.

Le parti communiste hindou n'a pas seulement voté cet ordre du jour. Il a félicité Nehru de sa fermeté. Il a condamné l'agressivité de la Chine.

C'est le premier parti communiste d'Asie qui s'oppose à la Chine. Il s'agit d'un événement d'une grande importance.

Par ailleurs, la déstalinisation continue.

En Bulgarie, on dénonce le culte de la personnalité et on condamne les staliniens locaux.

En Hongrie, Kadar, chef de l'Etat et du Parti, poulain de Khrouchtchev, prend le XXIIe Congrès très au sérieux. Il semble accepter la thèse italienne que l'U.R.S.S. n'est pas un guide auquel il faut obéir, mais un exemple, puisqu'elle a, la première, « réalisé le socialisme ».

Par contre, Kadar s'oppose à toute « libéralisation » dans le parti et dans le pays.

C'est très caractéristique. Pour terminer, rappelons que la polémique entre le P.C. italien et le P.C. française se poursuit...

Oreste Rosenfeld



(A.D.P.)

... Régler le problème de Berlin sans provoquer de nouvelle guerre.

et aveugles ne le comprennent pas, Kennedy et MacMillan devront agir seuls.

Hésitations

et contradictions

à Moscou

A Moscou cela « ne tourne pas rond ». Lorsque Alexis Adjoubeï a obtenu l'autorisation d'interviewer le Président des Etats-Unis, il avait été convenu que les déclarations de Kennedy seraient publiées intégralement dans les *Izvestia* de Moscou. Cette publication a eu lieu dans un délai très court.

Le Président des Etats-Unis a été très sévère à l'égard de l'U.R.S.S. et de sa « politique d'expansion politique ». Il a soulevé la question épineuse de la main-mise de l'U.R.S.S. sur les pays limitrophes. Il a critiqué

(qu'ils affirment avoir réalisée) ne doit pas comprendre la liberté de publier des mensonges.

Khrouchtchev a fait une exception pour l'interview de Kennedy. Les Soviétiques se sont arrachés le numéro des *Izvestia* qui publiait le document. Or, « K » l'a laissé paraître sans commentaires. Et ce qui paraît encore plus étrange, c'est que les autorités ont laissé les citoyens soviétiques « digérer » ce texte pendant toute une semaine sans leur fournir les éléments d'une analyse critique.

On comprend que dans sa réponse — tardive — l'auteur anonyme ne pouvait pas laisser sans riposte l'allusion aux « Etats captifs » comme on désigne en Amérique les satellites de l'U.R.S.S. Il devait aussi répondre à l'accusation formulée par Kennedy en ce qui concerne « l'impérialisme » communiste. Il lui a été facile de rappeler entre autres, Cuba, le Laos, le Vietnam etc...

Le porte-plume de Khrouchtchev ne pouvait naturellement pas accepter la suggestion de Kennedy d'internationaliser l'autoroute menant à Berlin, à travers le territoire de l'Al-